



Nouvel engagement pour notre avenir



2019
**PROGRAMME VERT
POUR L'EUROPE**

FR



GRENG.LU

PROGRAMME ELECTORAL EU

PROPOSITION DE TEXTE

Index

S'UNIR EN TANT QU'EUROPEENS POUR SAUVER NOTRE PLANETE	2
La mise en œuvre de l'accord de Paris au niveau européen	
Faire de l'Europe le leader mondial en matières d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique	
Sceller la fin des énergies fossiles	
Mettre en œuvre la sortie définitive du nucléaire	
PRESERVER NOS RICHESSES NATURELLES GRACE A L'EUROPE	5
Une approche ambitieuse pour garantir un air pur dans nos villes et villages	
Garantir une eau non polluée	
En finir avec la société de gaspillage	
Une approche cohérente en matière de déchets plastiques	
Mieux protéger la santé	
CREER DE LA RICHESSE ET LA REPARTIR DE FAÇON PLUS EQUITABLE GRACE A L'EUROPE	9
Organiser ensemble le progrès social	
Pour une numérisation socio-écologique	
Intelligence artificielle et robotisation « made in Europe »	
Réformer la zone Euro	
Promouvoir l'innovation et la recherche	
Faire de l'Europe une figure de proue dans le domaine de la mobilité durable	
DEFENDRE LA LIBERTE, LA DEMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS GRACE A L'EUROPE	17
Renforcer la démocratie	
Restaurer la confiance dans les institutions européennes	
Formation et échange	
Créer une Europe des égalités	
Encourager une société inclusive	
Garantir une participation sans obstacles	
ASSUMER NOS RESPONSABILITES DANS LE MONDE AVEC L'EUROPE	26
Pour une politique féministe européenne, étrangère et de sécurité	
Pour un partenariat de coopération au développement	
Pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU	
Pour une prévention de crise et une résolution de conflits civiles et diplomatiques	
Pour un commerce international équitable et ouvert	
Pour une politique européenne de voisinage engagée	
Pour une politique d'asile et de migration humaine	
L'EUROPE POUR PROTEGER LES ANIMAUX ET LEURS DROITS	33
Mettre fin à l'élevage intensif et de masse	
Réduire le transport d'animaux et mettre fin aux exportations d'animaux vivants	
Promouvoir la fin des expérimentations animales	
Garantir une protection renforcée des animaux domestiques et errants	
Protéger les animaux sauvages	
L'EUROPE POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE PLUS ECOLOGIQUE	36
Promouvoir l'aide aux exploitants de manière ciblée	
Assurer l'accès au sol	
Produire une alimentation saine – biologique, régionale et durable	
Réduire les pesticides de manière rigoureuse et interdire les OGM	

S'unir en tant qu'Européens pour sauver notre planète

Nous souhaitons promouvoir une action climatique ambitieuse qui permette à chacun de vivre sur une planète habitable et saine et de disposer des ressources nécessaires à son épanouissement et son développement personnel et familial.

L'Accord de Paris obtenu lors de la COP 21 grâce à l'Union européenne et notamment à la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne constitue désormais notre cadre d'action commun dans la lutte contre le changement climatique et doit être mis en œuvre sans délai.

Nous devons entreprendre toutes les actions possibles pour contribuer à limiter le réchauffement climatique dans la limite de 1,5°C d'ici à la fin du siècle. Le dernier rapport du GIEC du mois d'octobre 2018 montre que tous les moyens technologiques existent déjà pour atteindre cet objectif, mais uniquement s'il existe une volonté politique de les déployer rapidement. Au vu de l'urgence climatique, nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre et de repousser à demain les actions nécessaires. En tant que Verts, nous sommes convaincus que les profondes transformations nécessaires offrent également des opportunités pour une société plus juste et une meilleure répartition de la richesse.

La mise en œuvre de l'accord de Paris au niveau européen

L'Accord de Paris fixe l'objectif de parvenir à une économie décarbonée au niveau mondial le plus tôt possible. L'Union Européenne doit être à la hauteur de ces enjeux. Eu égard à notre responsabilité historique dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre et à notre prospérité économique, nous devons être les premiers à atteindre une décarbonation totale de notre économie d'ici 2050 au plus tard, voire dès 2040.

Les émissions de gaz à effet de serre ne vont pas s'arrêter du jour au lendemain. Pour cela, il nous faut une réduction progressive. Le rythme de réduction observé dans l'Union européenne est encourageant mais encore trop lent. Pour atteindre le niveau « zéro émission » en 2050, nous devons d'ores-et-déjà nous fixer des objectifs en lien avec cette vision pour l'année 2030 : au moins 55% de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif de 40% que s'est fixé l'Union européenne en 2014 n'est pas suffisant et doit être révisé à la hausse. Cette hausse est nécessaire pour se conformer à l'Accord de Paris. C'est alors que nous pourrons nous conformer à l'Accord de Paris. En 2023, le prochain bilan mondial (« Global Stocktake ») se tiendra au niveau des Nations Unies pour examiner les objectifs nationaux en matière de climat et leur compatibilité avec l'accord de Paris sur le climat. D'ici là, nous voulons renforcer l'ambition de l'Union européenne en matière de protection du climat et fixer des objectifs plus ambitieux.

Une lutte efficace contre le changement climatique implique d'agir dans tous les secteurs émetteurs de gaz à effet de serre : production d'énergie, agriculture, transports, industrie. Mais il ne suffira pas pour cela de simplement déployer de nouvelles technologies miracles. Nous pensons au contraire que ce mouvement doit s'accompagner d'une profonde mutation dans notre façon de produire, de consommer, de s'alimenter, de voyager. Non seulement ces changements sont vertueux pour le climat, mais ils comportent également une forte dimension sociale grâce à une meilleure répartition des richesses entre les citoyens

Faire de l'Europe le leader mondial en matières d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique

Le secteur énergétique est à lui seul responsable de deux tiers des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne. Nous devons nous engager plus franchement dans la transition énergétique en nous appuyant sur deux piliers : les économies d'énergie et les énergies renouvelables. La transition énergétique n'est pas seulement indispensable dans la lutte contre le changement climatique mais elle nous permet également de garantir l'indépendance énergétique et géopolitique de l'Europe.

Le mandat précédent a été riche en avancées liées à ceux deux priorités. L'Union européenne s'est fixée l'objectif de réduire sa consommation d'énergie d'au moins 32,5% et d'augmenter les énergies renouvelables à au moins 32% de la consommation d'énergie finale d'ici 2030. Ces objectifs sont encore trop faibles par rapport à l'urgence climatique et nous nous engageons à les augmenter au niveau adéquat lors de leur révision prévue pour 2023.

Nous allons nous engager pour la mise en œuvre stricte des nouvelles normes de consommation d'énergie des bâtiments, l'augmentation du nombre de produits soumis aux critères d'éco-conception et à l'étiquetage énergétique. Dans le cadre de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, la totalité des nouveaux bâtiments mis en chantier à partir de l'année 2021 devront être « à énergie quasi-nulle », des bâtiments à efficacité énergétique maximale.

Nous souhaitons également pousser la rénovation et l'assainissement énergétique et biologique pour réduire la consommation énergétique des bâtiments déjà existants afin d'atteindre un parc immobilier entièrement décarboné d'ici 2050. Les économies d'énergie constituent également une mesure sociale. Jusqu'à 10% des citoyen.enne.s européen.enne.s vivent en situation de pauvreté énergétique, souvent dû au fait d'habiter des maisons mal isolées. Par conséquent, leur consommation ainsi que leurs dépenses en énergie sont élevées. L'assainissement énergétique des bâtiments respectant les critères de la durabilité et de la construction biologique leur permet de réduire considérablement les dépenses d'énergie et du chauffage ainsi que de vivre dans une atmosphère intérieure agréable.

Alors que certains États membres se sont engagés résolument dans le soutien à l'énergie éolienne et photovoltaïque, d'autres États membres sont beaucoup plus réticents, notamment en raison d'un accès au capital difficile. Afin d'atteindre l'objectif de la neutralité climatique en 2050, nous devons soutenir de manière ciblée le développement technologique et social en matière de protection du climat. Nous souhaitons supprimer les subventions pour les énergies et technologies fossiles dans tous les programmes européens et réaffecter ces fonds à la création d'un programme d'investissement de grande envergure dans les technologies durables. L'Europe doit devenir un précurseur dans la lutte contre le changement climatique. Dans ce contexte, nous désirons pousser l'avancement des technologies climatiquement neutres, entre autres les bus et les poids lourds électriques, la navigation à émission zéro et l'aviation par énergie solaire.

Nous allons consacrer nos efforts dans le cadre de la prochaine législature à mettre sur pied une plate-forme financière européenne pour stimuler des investissements dans les énergies renouvelables, les technologies de stockage d'énergie et autres technologies propices à la transition énergétique. Nous pourrions nous appuyer sur le programme européen InvestEU que nos efforts au Parlement européen ont permis de réorienter vers des projets durables, notamment dans des pays d'Europe centrale et orientale qui bénéficient de conditions géographiques et climatiques propices aux énergies renouvelables, mais de moyens financiers plus contraints.

Cette plateforme financière permettra de progresser sur la voie du « 100% renouvelable » de manière homogène dans l'ensemble de l'Union Européenne. En outre, cela permettra de faciliter le financement des nombreuses communautés énergétiques citoyennes qui émergent en Europe et qui sont appelées à jouer une part de plus en plus importante dans la transition énergétique au niveau local.

Sceller la fin des énergies fossiles

Pour la première fois en 2017, la production d'électricité à base de renouvelables dans l'Union européenne a dépassé la production d'électricité à base de charbon (21% contre 20%). Ces statistiques montrent que nous avons réalisé des progrès importants dans le domaine des énergies renouvelables ; mais cela montre aussi qu'il reste encore beaucoup à faire. Toute utilisation de combustibles fossiles est incompatible avec l'objectif de l'accord de Paris sur les changements climatiques, c'est-à-dire d'une économie climatiquement neutre à l'horizon 2050.

Nous nous engagerons au Parlement européen en faveur d'un arrêt immédiat des subventions au charbon et d'une sortie progressive mais rapide de l'utilisation du charbon en Europe d'ici 2030. En l'absence d'un signal-prix convaincant donné par le marché européen du carbone (ETS), nous nous engagerons en faveur de la réduction des certificats d'émissions et de l'établissement d'un prix-plancher pour la tonne de CO2 émise, qui augmenterait progressivement de manière annuelle jusqu'à au moins 50 euros la tonne d'ici la fin du prochain mandat en 2024. Cette sortie du charbon doit s'accompagner d'efforts socio-économiques dans les régions minières les plus fortement touchées par une diminution de l'activité industrielle. Une telle approche permet d'établir le lien entre justice sociale et lutte contre le changement climatique.

L'exploitation de gaz naturel est fortement génératrice d'émissions de méthane, un puissant gaz à effet de serre. La prochaine législature sera fondamentale pour réduire drastiquement la part du gaz dans la consommation énergétique européenne. En plus des économies d'énergie, nous nous engagerons à remplacer le gaz naturel fossile par l'électrification et, dans le cas où l'électrification est impossible, par du gaz d'origine renouvelable, comme le biogaz, le biométhane et l'hydrogène produit par des sources d'énergie renouvelables. Nous continuerons à nous opposer à la construction de grandes infrastructures gazières inutiles et coûteuses, comme le gazoduc Nord Stream ou les gazoducs Trans-Anatolien et Trans-Adriatique, ou à la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié, qui risquent de nous enfermer dans une situation de "Carbon lock-in" pour les décennies à venir. Nous nous engagerons pour assurer que le gaz dit « vert » soit réellement durable, c'est-à-dire produit à 100% à base de sources renouvelables comme les résidus agricoles et les déchets organiques et au niveau local, afin d'éviter de répéter les erreurs commises avec les agrocarburants de première génération. Cela permettra d'assurer de nouveaux débouchés aux agriculteurs européens et par là-même contribuera à une revitalisation des milieux ruraux parfois négligés dans la transition énergétique.

En même temps, nous allons interdire l'utilisation de combustibles agricoles de première génération, car ils sont à base d'huiles, de fruits et de sucre et ont entraîné une concurrence accrue entre la production énergétique et alimentaire et des impacts négatifs sur l'agriculture, la biodiversité et la diversité des paysages.

Mettre en œuvre la sortie définitive du nucléaire

L'énergie nucléaire représente aujourd'hui près de 25% de la production d'électricité en Europe mais est en baisse constante depuis de nombreuses années. Cette source d'énergie ne saurait constituer une alternative crédible dans la lutte contre le réchauffement climatique. L'énergie nucléaire est une énergie chère et dangereuse. Seules des subventions de milliards d'euros permettent la construction et la maintenance de centrales nucléaires en Europe. L'énergie nucléaire pèse également lourdement sur les générations futures en l'absence de solution durable en ce qui concerne le démantèlement des anciennes centrales nucléaires, ainsi que le traitement et le stockage définitif du combustible usé et des déchets radioactifs.

Nous nous engagerons pour la fermeture progressive de toutes les centrales nucléaires européennes, à commencer par les plus anciennes, telles que Cattenom, Fessenheim, Tihange et Doel. Nous nous engagerons également en faveur d'une révision fondamentale du Traité Euratom. Au lieu d'un contrat de promotion de l'énergie nucléaire, nous voulons en faire un traité sur la gestion des déchets radioactifs, soutenant le démantèlement des centrales nucléaires existantes, garantissant et contrôlant le respect des normes de sûreté et de sécurité les plus strictes (par exemple en termes de mesures de sécurité contre les attaques terroristes). À l'avenir, nous souhaitons introduire la participation démocratique du Parlement européen aux prises de décision concernant les questions politiques du nucléaire et une participation transparente des citoyen.enne.s leur permettant en outre de s'exprimer sur les implantations de centrales nucléaires en zones frontalières.

Préserver nos richesses naturelles grâce à l'Europe

Une eau non polluée, un air pur, des sols sains, une grande variété d'espèces et des paysages intacts, voilà les bases de notre existence, et nous entendons les préserver. L'abondance d'animaux et de plantes recule progressivement, les habitats se font rares et de plus en plus d'espèces s'éteignent. Entre 20 et 40 % des espèces recensées en Europe, dont de nombreuses espèces d'abeilles, sont actuellement considérées comme menacées.

Nous allons œuvrer au Parlement européen pour enrayer la disparition des espèces. Nous souhaitons préserver la biodiversité et les espaces naturels intacts, et entendons restituer les endroits où la nature a déjà été endommagée. Ceci signifie que nous protégeons, améliorons et renforçons au niveau européen les directives sur la protection de la nature (protection des oiseaux et l'habitat de la faune et de la flore) et les sites Natura 2000. Nous saluons le retour du lynx et du loup et nous souhaitons conserver le statut de protection spécial de ces espèces. Nous allons favoriser une bonne gestion de la présence du loup moyennant des programmes ayant pour objectif d'assurer le suivi des animaux sauvages et d'éviter les conflits entre les humains et les animaux sauvages.

L'Union européenne et ses États membres se sont engagés dans le cadre des Nations unies à enrayer la disparition des espèces et la destruction des habitats naturels à l'horizon 2020. Mais ces objectifs semblent difficiles à atteindre. Nous allons donc nous engager sans attendre pour la mise en place d'une stratégie ambitieuse visant à préserver la diversité biologique après 2020 et à créer des corridors transeuropéens pour biotopes. En outre nous souhaitons lancer un huitième programme d'action pour l'environnement. Nous souhaitons y ancrer l'accord de Paris sur le climat, la Convention des Nations-Unies sur la diversité biologique et les objectifs globaux de développement durable en tant que nouveaux principes directeurs. En nous

appuyant sur l'accord de Paris sur le climat, nous aspirons à la conclusion d'accords globaux pour la conservation de la biodiversité et la protection du milieu marin.

La protection de la nature n'est pas un luxe, mais une condition de base pour un environnement digne d'être vécu. Nous souhaitons éradiquer le pillage inconsidéré des ressources non renouvelables et faire place à une politique de production respectueuse des matières premières, un air pur, une meilleure protection de l'eau et une approche respectueuse de la nature pour garantir notre santé et notre qualité de vie.

Une approche ambitieuse pour garantir un air pur dans nos villes et villages

La pollution atmosphérique dans les villes européennes est en train de devenir un problème de santé publique. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, la pollution atmosphérique est actuellement à l'origine de plus de 400 000 décès précoces par an dans l'Union européenne et a une incidence négative sur la qualité de vie de millions de personnes.

Grâce à l'abandon des carburants fossiles, la fermeture de centrales à charbon, le développement des bâtiments à consommation énergétique basse et l'optimisation des cycles énergétiques, nous pouvons réduire la teneur en CO₂ et en substances nocives de l'air, et partant, faire diminuer la pollution atmosphérique.

Pour lutter contre la détérioration de la qualité de l'air, nous continuerons à encourager un virage politique en matière de transports en Europe et à rendre les transports en commun plus attrayants à l'échelle transfrontalière. Le développement de la mobilité douce doit être soutenu, par exemple par l'élargissement des pistes cyclables et des sentiers de randonnée transfrontaliers. Par ailleurs, nous nous engageons pour la création d'un système commun de distribution de billets de voyage dans le transport ferroviaire européen.

Nous nous opposons aux efforts de certains gouvernements et lobby industriels à diminuer les seuils de la qualité de l'air et de remettre en question les procédés d'évaluation. Au lieu de laisser libre cours à l'industrie de polluer l'air, nous souhaitons renforcer les normes européennes de la qualité de l'air et introduire des contrôles rigoureux dans toute l'Union européenne.

Garantir une eau non polluée

L'accès à une eau non polluée est un droit fondamental. Or, près de deux millions de personnes en Europe ne bénéficient pas d'un accès suffisant à l'eau potable et à des installations d'assainissement, une situation qui est encore aggravée par le réchauffement climatique. Nos modes de consommation et de production sont à l'origine d'une pollution et d'un gaspillage inconsidérés de l'eau.

Nous nous engageons pour que l'eau potable soit accessible à tous et souhaitons voir des cours d'eau et des lacs synonymes de source de vie en Europe. Les eaux saines constituent des écosystèmes précieux, qui garantissent une grande diversité d'espèces grâce aux animaux qui y vivent. Nous allons renforcer la directive cadre sur l'eau et nous engager pour une réduction de la pollution de l'eau, notamment en limitant encore davantage l'usage d'antibiotiques, la production d'effluents agricoles et le recours aux pesticides. Par ailleurs, il est important d'utiliser et de promouvoir les technologies de filtration des microplastiques dans les stations d'épuration.

Nous allons œuvrer pour que l'ensemble des citoyennes et citoyens bénéficient d'un accès abordable à l'eau potable. C'est pourquoi nous allons nous opposer à toute tentative de la

part d'entreprises internationales de transformer l'approvisionnement public en eau en projet d'investissement privé.

Nous nous engageons pour la préservation des mers et de la vie marine. À cet effet, nous souhaitons faire passer la surface de zones marines protégées à 20 % et imposer l'interdiction de méthodes de pêche non durables et particulièrement cruelles. Nous allons nous battre pour que le statut de zone d'émission spéciale soit attribué à certaines surfaces aquatiques, par exemple en Méditerranée, et pour que des normes environnementales particulièrement élevées y soient appliquées. En outre, nous souhaitons étendre les contrôles des émissions de soufre des navires à l'ensemble des côtes de l'Union européenne.

En finir avec la société de gaspillage

Les matières premières, dont beaucoup proviennent de sources non renouvelables, sont exploitées, transformées et produites pour constituer les produits répondant à nos besoins quotidiens. Ces produits ont une durée de vie de plus en plus courte, finissent sur des sites de décharge et dans des installations d'incinération ou dans la nature. Ce procédé accélère le changement climatique, pollue largement les sols, l'eau et l'air et génère des volumes importants de déchets dans l'ensemble de la chaîne logistique.

Nous devons procéder à un revirement immédiat, si nous désirons laisser aux générations futures une planète habitable disposant de ressources suffisantes. L'économie circulaire et les principes sur lesquelles elle repose, peuvent apporter une partie de la solution. Dans une telle économie, les déchets n'existent pas, c'est-à-dire les produits et matières obsolètes ne sont pas jetés mais davantage réutilisés, transformés ou – en dernier lieu - recyclés ou utilisés sous forme de biodégradables. Nous voulons inciter les gens à réduire leur consommation et nous souhaitons promouvoir l'utilisation collective de biens matériels et immatériels (partager, offrir, négocier, échanger). Nous soutenons une politique d'information active dans le cadre de la règle des 5 R du mouvement du zéro déchet : refuser, réduire, réutiliser, recycler et composter (« refuse, reduce, reuse, recycle, rot »).

L'économie européenne est un importateur important de matières premières et de biens d'équipement et de consommation étant donné que son approvisionnement régulier repose sur des ressources naturelles importées. Afin d'inverser cette situation, nous devons introduire des indicateurs pertinents pour mesurer la consommation des ressources dans les différentes économies nationales. Ces indicateurs doivent être pris en compte dans les analyses politiques d'impact et les directives macroéconomiques, tel que le « Semestre européen ».

Nous nous engageons pour fixer des objectifs contraignants pour les années 2020, 2025 et 2030 dans le contexte de la réduction de la consommation des ressources en faveur d'une économie durable et de l'utilisation responsable des ressources naturelles. Nous réclamons également l'introduction de lois européennes contre l'obsolescence programmée, pour des produits qui sont réparables et recyclables et une prolongation importante des délais de garantie. Au niveau européen, nous voulons obliger les producteurs de mettre à disposition, pour tout le monde et à long terme, les pièces de rechange, les outils de réparation et le savoir-faire dans le sens d'un droit européen à la réparation.

Une approche cohérente en matière de déchets plastiques

Une mer de plastique de la taille de l'Europe centrale flotte actuellement dans les océans, et nos cours d'eau et nos sols, eux aussi, souffrent de la multiplication des déchets. Des études attestent que si nous ne changeons pas notre politique et nos habitudes de consommation, d'ici 2050, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans. Entre-temps, des

microplastiques ont même été retrouvés dans l'Arctique et la glace de glaciers, alors que ces zones sont quasiment inhabitées. Dans le corps humain, il a déjà été démontré quels effets les microplastiques peuvent avoir sur notre santé.

Au cours de la dernière période législative, l'Union européenne a adopté des réglementations importantes pour réduire les déchets en plastique, grâce à l'engagement des Verts. Dans ce contexte, une interdiction au niveau européen de produits en plastique non-réutilisables, tels que les assiettes, les couverts, les gobelets, les coton-tige et les pailles, a été introduite. La distribution gratuite de sacs plastique dans les commerces a également été interdite. Nous souhaitons étendre cette interdiction à d'autres produits. Nous nous engageons en faveur d'une stratégie ambitieuse pour une Europe sans déchets plastiques et d'une interdiction de microplastiques dans les produits cosmétiques, corporels et de soins ainsi que la promotion de produits permettant de libérer nos océans de déchets plastiques. Notre vision consiste en une Europe où les mers sont propres avec des stocks de poissons abondants et une nature sans déchets.

Nous pouvons diminuer les déchets d'emballages à l'aide du marché intérieur européen. Il est important de responsabiliser davantage les producteurs et d'introduire une réduction des déchets industriels d'emballages d'au moins 50% d'ici 2030. Nous souhaitons par ailleurs interdire de manière générale tout type de bioplastique qui n'est pas prouvé biodégradable, comme les plastiques oxo-dégradables, fortement générateurs de microplastiques. Nous contrôlerons de manière rigoureuse la mise en œuvre de la directive européenne sur les déchets d'emballages. Nous voulons en outre investir les fonds européens pour la recherche dans la recherche et le développement de matériaux alternatifs.

Par ailleurs, une taxe européenne sur les produits jetables est indispensable. Une telle redevance permet d'inciter à la réduction de déchets d'emballages en augmentant les prix des matières premières. Le gaz naturel et le pétrole utilisés pour la production de plastique ne doivent pas être subventionnés. La taxation du plastique doit s'intégrer dans une stratégie globale et ambitieuse en faveur de la réduction et de la prévention du plastique, de l'augmentation du plastique consigné et d'une meilleure conception des produits.

Parallèlement, l'Union européenne doit également œuvrer pour une convention internationale du plastique sous l'égide des Nations Unies, étant donné que les déchets plastiques se répandent sur l'ensemble de la Terre par-delà les frontières.

Nous souhaitons sortir du PVC et des plastifiants pour des raisons de risque de santé. Les nanoparticules sont déjà présentes dans les aliments, les produits cosmétiques et les médicaments tandis que leur caractère non nocif n'est pas prouvé. Dans ce contexte nous revendiquons un registre de produits contenant des nanoparticules. La définition de « nanoparticules » doit être aussi détaillée de manière à empêcher toute lacune.

Mieux protéger la santé

En Europe - et dans le reste du monde - la médecine moderne a réalisé des progrès impressionnants dans les domaines des maladies infectieuses et des urgences médicales, ainsi que dans les techniques diagnostiques et opératoires vitales. Par conséquent, l'espérance de vie moyenne n'a eu de cesse d'augmenter. Les coûts liés aux systèmes de santé, aux soins et aux pensions d'invalidité professionnelle précoces ont cependant aussi progressé continuellement.

Le socle européen des droits sociaux confère aux citoyennes et citoyens le droit d'accéder en temps utile à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité. L'Union européenne encourage les États membres à coopérer dans ce secteur et joue un rôle important quand il s'agit d'assurer les droits des patients et les soins dans le contexte

transfrontalier. Nous nous engageons pour que les citoyennes et les citoyens obtiennent des informations claires en ce qui concerne leurs possibilités et leurs droits en matière de soins de santé.

Dans le domaine de la santé publique, nous souhaitons nous appuyer sur la procédure législative européenne pour mettre en place des normes de protection performantes, par exemple, pour ce qui est de l'autorisation de médicaments ou de substances chimiques pouvant avoir des répercussions néfastes sur la santé des humains et des animaux.

Nous allons entièrement revoir la procédure d'autorisation des produits chimiques, des pesticides, des additifs et des aliments génétiquement modifiés et la rendre plus transparente, afin d'empêcher l'influence des multinationales et des intérêts particuliers. Nous nous engagerons en outre en faveur de l'interdiction des substances nocives et pour empêcher ainsi leur introduction sur le marché. Nous voulons obliger les producteurs à informer et à déclarer tous les ingrédients présents dans un produit.

L'Union européenne est un moteur puissant dans les domaines de la recherche et de l'innovation médicale. Nous nous engagerons pour que les fonds de recherche européens continuent à allouer de l'argent à la recherche dans les domaines de la prévention et du traitement de maladies, ainsi que de maladies rares, et nous allons promouvoir la création de centres d'excellence européens pour les maladies rares.

Créer de la richesse et la répartir de façon plus équitable grâce à l'Europe

Dans l'ensemble, l'Union européenne a contribué à accroître la prospérité sur le continent. Mais, il y a un écart entre les ambitions et la réalité. Les inégalités de niveau de vie entre États membres restent réelles, du nord au sud et d'est en ouest. Il en va de même au sein des pays. Et en raison de la mondialisation économique, il devient de plus en plus difficile de garantir l'équité sociale.

C'est le cas lorsque de grands groupes tentent de mettre en concurrence les États membres en les engageant dans une course aux taux d'imposition et aux salaires les plus bas, ou lorsque des entreprises et des personnes fortunées se dérobent de plus en plus à leur responsabilité envers la communauté ou qu'elles ne l'assument pas du tout. Cette situation est encore aggravée par le fait que la numérisation va modifier radicalement notre mode de vie et de travail.

Ce sont avant tout les politiques d'austérité rigides dans certains pays, qui ont, pendant la crise de l'euro, privé toute une génération d'avenir et ont divisé l'Union européenne. Résultat : l'écart entre les riches et les pauvres s'est considérablement creusé. Il s'agit là d'un problème économique, social et démocratique : trop de personnes vivent dans la pauvreté, sont déstabilisées, déçues et tournent le dos à la société.

Organiser ensemble le progrès social

Pour instaurer une véritable politique sociale européenne, il est nécessaire de recourir à de nouveaux concepts. Nous, en tant que Verts, luttons résolument pour une société équitable où les inégalités entre les riches et les pauvres diminuent. Il faut mettre fin à une Europe

d'austérité pour promouvoir une Europe qui investit dans l'avenir de ses citoyens et citoyennes afin de combattre en premier lieu la pauvreté et le chômage.

Pour pouvoir la financer, nous souhaitons nous assurer que chacun apporte sa contribution à la société. En luttant de façon résolue contre le dumping fiscal, l'Union européenne peut veiller à ce que les grandes entreprises et toutes les personnes fortunées contribuent de manière équitable au système de solidarité. C'est pourquoi nous sommes favorables à **l'instauration d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés** pour que les entreprises ne puissent pas minorer artificiellement leurs bénéfices ou les transférer dans d'autres pays de l'Union européenne pour réduire leur charge fiscale. En outre, nous allons favoriser un **taux d'imposition minimum pour les entreprises à l'échelle européenne** afin de garantir des règles de concurrence équitables au sein du marché intérieur européen.

La cohésion européenne, c'est garantir à l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'Union européenne des droits sociaux, les imposer partout et les rendre justiciables. C'est précisément les jeunes qui ont besoin d'une perspective. À côté de la « garantie pour la jeunesse » intégrée dans le Fonds social européen, nous insisterons sur l'importance de la nouvelle idée de la « garantie pour les enfants » (Child guarantee) et de sa promotion. Combattre la pauvreté et l'exclusion des enfants au sein de la société doit être une priorité absolue. Chaque enfant a droit aux soins de santé, à une alimentation équilibrée, une scolarisation et une éducation appropriées ainsi qu'un logement décent. Par ailleurs, l'inclusion scolaire en particulier doit ainsi être garantie pour tous les enfants. Toutes les citoyennes et tous les citoyens de l'Union européenne doivent pouvoir bénéficier de salaires et de conditions de travail équitables, de même que d'une protection contre la pauvreté et l'exploitation, notamment lorsqu'ils vivent dans un autre pays que celui où ils travaillent.

Nous nous battons en outre pour la mise en place de **normes sociales minimales à l'échelle européenne**, car nous sommes convaincus qu'en cas de conflit, les droits sociaux fondamentaux priment sur les libertés économiques fondamentales et qu'un affaiblissement des normes sociales en Europe serait inacceptable. Pour cette raison, nous nous engageons en faveur d'un **salaire minimum européen, qui s'appuie sur le PIB de chaque pays** afin d'empêcher le dumping social dans l'Union européenne.

En outre, nous souhaitons introduire une **assurance-chômage européenne** afin que les demandeurs d'emploi partout en Europe puissent bénéficier d'un minimum de solidarité européenne. Dans un tel système, chaque demandeur d'emploi européen percevrait un revenu de base, dont le montant s'appuierait sur un « panier de l'indice des prix à la consommation » spécifique pour la région, constitué lors de son introduction et régulièrement réévalué.

Pour une numérisation socio-écologique

Applications pour smartphones, réseaux sociaux ou services en réseau... le passage au numérique se fait déjà ressentir dans de nombreux domaines de notre vie quotidienne. Les médias numériques influencent notre façon d'interagir et de communiquer avec nos collègues de travail et nos amis. Nous sommes joignables 24 heures sur 24 via notre smartphone. Nous l'utilisons pour planifier nos rendez-vous professionnels, organiser notre vie familiale et sociale ou effectuer nos transactions bancaires. Notre smartphone est devenu notre entraîneur sportif, il compte nos pas et archive nos randonnées en vélo. Il fait office de panier de courses virtuel, d'agence de voyages, de bibliothèque de musique, d'appareil photo et de jouet. La numérisation est à l'origine de beaucoup de remises en question. Elle ouvre la voie à d'innombrables possibilités et défis, mais aussi à une multitude de risques.

Nous souhaitons exploiter le potentiel du passage au numérique pour l'éducation et la recherche, la participation égalitaire, le progrès social et l'instauration d'une économie durable.

Pour le rendre possible, il convient de promouvoir le développement et l'innovation, mais aussi de décider ce que l'on souhaite autoriser et comment l'exploitation doit être réglementée. **Le niveau européen est le seul à se prêter à une telle démarche.** Connaître les critères selon lesquels les algorithmes opèrent et déterminent, par exemple, qui doit déboursier quelle somme pour un vol en avion ou quel candidat figure dans la présélection pour un emploi ne sera guère possible si l'on se cantonne à l'échelon national. Sinon, des groupes déployant leurs activités à l'échelle mondiale pourraient choisir la norme nationale la moins stricte.

En tant que Verts, nous avons largement contribué au **règlement général européen sur la protection des données, un nouveau standard international**, et déjà obtenu des résultats considérables. Les citoyennes et citoyens doivent avoir le droit d'évoluer de manière autonome dans l'espace numérique et d'exercer une souveraineté intégrale sur leurs données. Dans les domaines de la protection des données et de la sécurité informatique et des données, nous continuerons à favoriser des normes de sécurité harmonisées en Europe afin de réaliser des avantages concurrentiels grâce à une politique de numérisation reposant sur nos droits fondamentaux.

De nombreuses plateformes numériques viennent se substituer à des services utilisés jusqu'à présent. Souvent, les prestataires des services numériques ne sont toutefois pas soumis aux mêmes réglementations que les acteurs « traditionnels ». Cette situation exige donc la **mise en place de conditions de marché et de concurrence équitables**.

Nous souhaitons garantir que les bénéfices des sociétés de l'**économie de plateformes** (dont « Uber » et « Airbnb ») ne soient pas générés au détriment du droit du travail ou de la couverture sociale des « crowdworkers ». Les plateformes de partage de ce type ne peuvent pas non plus être utilisées à mauvais escient pour encourager l'évasion fiscale, le faux travail indépendant ou les fraudes en matière de cotisations sociales. Nous allons nous battre pour l'**introduction d'une taxe numérique européenne**, qui sera appliquée sur le lieu de consommation et non seulement sur le lieu de production.

En outre, nous sommes favorables à des contrôles stricts et à de lourdes sanctions pour garantir que les grandes entreprises du numérique payent des impôts, se conforment aux contraintes réglementaires de l'Union européenne et des États membres et assument leur responsabilité sociale. À cet effet, nous nous engageons pour la **création d'une agence européenne du numérique** qui pourra assurer une meilleure surveillance du marché au sein de l'économie numérique. En outre, nous nous **battons pour l'octroi aux citoyennes et citoyens de droits d'information plus solides en ce qui concerne le fonctionnement des algorithmes et l'ouverture aux concurrents des énormes volumes de données détenus par les géants monopolistiques de l'Internet**.

Nous avons l'intime conviction que les logiciels doivent pouvoir être utilisés de façon autonome et durable et que ceux-ci doivent pouvoir être réparés, comme c'est déjà le cas pour les logiciels open source. Nous allons donc nous engager au Parlement européen pour que les fabricants mettent à la disposition des utilisateurs des mises à jour de sécurité pendant toute la durée de vie du matériel et qu'à la fin du support, ils mettent à disposition du public le code source en version open-source. Les appareils électroniques, eux aussi, doivent être réparables et recyclables. Par conséquent, nous allons agir résolument contre l'obsolescence programmée et nous battre pour que les durées de garantie soient considérablement prolongées. Les fabricants doivent être tenus de mettre à la disposition de tout le monde des pièces de rechange, des outils de réparation ainsi que le savoir-faire correspondant, et cela de façon durable.

Nous rejetons catégoriquement la loi sur les droits d'auteurs sous sa forme actuelle, telle que discutée en ce moment, ainsi que l'introduction générale de filtres de téléchargement sur internet. Nous nous sommes opposés à ce que des plateformes soient payées pour utiliser

des filtres et pour supprimer du contenu en limitant ainsi la liberté d'expression et le développement culturel et en freinant l'innovation sur internet.. Nous visons le juste équilibre entre les artistes, les utilisatrices et utilisateurs, et les plateformes. Nous nous engageons pour une conception globale équitable, de meilleures procédures d'octroi de licences et une responsabilisation plus accentuée des plateformes afin de soutenir les contenus créatifs, un journalisme pertinent basé sur la recherche et la diversité des opinions en vue d'un avenir digitalisé qui nous concerne tous.

Intelligence artificielle et robotisation « made in Europe »

À l'heure actuelle, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et les systèmes autonomes sont à l'origine d'une dynamique dans le monde scientifique et économique qui rend urgente l'élaboration de politiques d'encadrement. Alors que le potentiel de ces technologies d'avant-garde est loin d'être complètement exploité et que les chercheuses et les chercheurs continuent à développer en permanence ces technologies, l'intelligence artificielle est déjà une réalité dans notre quotidien, a changé parfois de façon disruptive le fonctionnement de nombreuses entreprises et autorités publiques et a créé des opportunités inédites pour la science.

Nous sommes d'avis que l'intelligence artificielle doit être développée en Europe sur la base de valeurs et de normes de sécurité européennes. Dans ce contexte, il ne s'agit pas de mener une course aveugle contre les États-Unis ou la Chine, mais d'unir les efforts nationaux et de développer une voie européenne autonome, qui tient compte des questions d'équité sociale, des libertés et des droits fondamentaux. Un cadre juridique cohérent est une condition préalable et non pas un frein à une utilisation viable de l'intelligence artificielle.

Il relève de notre devoir de nous assurer que les activités de recherche soient ancrées en Europe, car sans une politique d'investissement européenne résolue, les conditions-cadres pour l'intelligence artificielle continueront à être définies prioritairement en Asie de l'Est et dans la Silicon Valley. Comme l'illustre l'exemple de la Chine, dans les États autoritaires, des mesures de surveillance importantes et une vaste limitation des libertés individuelles risquent d'être imposées aux citoyennes et citoyens. Aux États-Unis, les grandes entreprises du numérique risquent de gagner encore davantage de poids de marché, avec toutes les conséquences négatives que nous connaissons déjà, comme par exemple sur la protection des données et des consommateurs et sur la concurrence équitable. L'Europe doit emprunter une autre voie - une voie autonome axée sur les opportunités numériques, l'accès équitable au marché, le développement durable et l'autodétermination.

La question de savoir comment nous pouvons utiliser les nouvelles technologies pour le bien de la société et de l'environnement doit figurer au centre de ces préoccupations. L'intelligence artificielle revêt un potentiel énorme pour relever les défis sociétaux et écologiques de taille. L'intelligence artificielle peut jouer un rôle positif dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'amélioration du diagnostic médical pour la détection précoce de cancers, de la gestion intelligente des flux de circulation, d'applications écologiquement utiles dans l'agriculture ou de réseaux électriques intelligents pour le passage rapide aux énergies renouvelables. Afin d'accroître ce potentiel, une meilleure promotion de la recherche et de l'innovation est nécessaire dans le cadre d'une stratégie claire, qui met l'accent sur le bien commun et la durabilité de l'intelligence artificielle. Il convient aussi de limiter dans la mesure du possible la consommation croissante d'énergie et de ressources, corolaire de la numérisation et du développement de l'intelligence artificielle, au moyen de solutions innovantes et de synergies intelligentes.

Mettre en place des infrastructures de données sûres et promouvoir l'open data et l'open source

L'accès à de grands volumes de données et leur exploitation (big data) constituent l'une des conditions centrales du développement de l'intelligence artificielle, et en même temps, l'un des plus grands défis. Pour mettre au point des systèmes intelligents et des algorithmes d'apprentissage automatique, les chercheuses et les chercheurs et les développeurs doivent avoir accès à davantage de données scientifiques et statistiques. À l'heure actuelle, l'infrastructure de données correspondante n'est présente que de façon rudimentaire en Europe et doit absolument être développée. L'administration publique notamment recèle d'importants stocks de données - y compris et surtout des données à caractère non personnel. Dans le même temps, nous devons garantir que l'utilisation de ces données se fasse dans le respect des normes les plus strictes en matière de protection des données et de transparence.

Promouvoir des systèmes d'intelligence artificielle non discriminatoires et transparents et garantir un cadre éthique et juridique adéquat

Nous avons l'ambition de jouer un rôle pionnier en matière d'algorithmes transparents et non discriminatoires. Les décisions automatisées ont le potentiel d'être moins discriminantes que les décisions humaines. Pour les algorithmes d'apprentissage qui prennent des décisions sur les citoyennes et les citoyens, des exigences réglementaires élevées en matière de transparence décisionnelle et de divulgation des données prises en compte doivent donc être mises en place.

Nous sommes particulièrement critiques en ce qui concerne le recours à l'intelligence artificielle dans des domaines affectant les droits fondamentaux, par exemple par les autorités de sécurité. Nous allons nous engager pour que celles-ci disposent de pouvoirs ponctuels clairement définis et délimités en toute proportionnalité afin d'éviter la conservation illégale de données.

Il relève de notre responsabilité commune de garantir la libre formation de l'opinion en Europe. Nous allons donc nous engager en faveur d'un cadre européen contraignant pour la régulation des algorithmes d'apprentissage automatique qui ont une incidence sur les opinions moyennant des plateformes qui, elles aussi, contribuent à former l'opinion des citoyennes et citoyens (portails d'information, médias sociaux, moteurs de recherche, agrégateurs d'information, robot-journalisme, chambres d'écho, etc.).

Reformer la zone Euro

La profonde crise financière en Grèce et dans la zone euro a été un puissant signal d'alarme, appelant à une réforme urgente de l'Union économique et monétaire, à la réduction des divisions sociales au sein de l'Union européenne et à la nécessité de s'attaquer aux réformes structurelles. Si nous voulons prévenir ou au moins mieux maîtriser les crises et problèmes futurs, nous devons éclaircir des questions fondamentales qui sont encore en suspens. Il est nécessaire de démocratiser et de réformer le système commun de gouvernance économique dans la zone euro. En revanche, une intégration politique renforcée de la zone euro ne devrait pas conduire à la cristallisation d'une Europe à plusieurs vitesses.

La conception de ces réformes ne devrait pas être limitée aux pays de la zone euro. Étant donné que toutes les décisions concernant l'euro ont également un impact direct sur les États membres n'appartenant pas à la zone euro, ceux-ci ne devraient pas rester exclus à l'avenir. Nous souhaitons par conséquent inviter tous les États membres à participer au processus de réforme afin de renforcer non seulement la zone euro mais toute l'Union européenne.

Les règles et procédures budgétaires adoptées avec le "six-pack" comprennent des règles procycliques sur la dette et le déficit, qu'il est difficile de mettre en œuvre sans fragiliser la reprise économique et sociale, encore faible dans beaucoup d'endroits. Ces règles rigides doivent être simplifiées et remplacées par des objectifs plus appropriés, donnant une marge de manœuvre aux gouvernements pour procéder à des investissements durables.

Un marché intérieur et une union économique et monétaire impliquent un renforcement de l'approche commune en matière d'impôt sur les sociétés. Nous souhaitons assurer plus de transparence et instaurer une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et, plus tard, un taux minimum d'imposition.

En définitive, une zone euro crédible nécessite la mise en place d'une véritable Union économique et budgétaire. Dans ce but, un travail immédiat doit être entamé sur une feuille de route portant sur la mutualisation progressive de la dette publique entre les pays de la zone euro commençant par un mécanisme de mutualisation des taux d'intérêt, grâce auquel le bénéfice des États membres profitant d'un faible taux d'intérêt sur leur dette publique serait partagé par les autres qui, autrement, font face à des taux plus élevés augmentant encore plus le fardeau de la dette. Il est également nécessaire de mettre en place de stabilisateurs automatiques afin d'amortir les chocs.

Les mesures d'accompagnement consisteront à faire de la Banque centrale européenne un prêteur en dernier ressort pour les États membres et à transformer le mécanisme de stabilité européen en un Fonds monétaire européen. Ces objectifs à long terme nécessiteront une modification des traités mais le travail en ce sens doit commencer dès maintenant.

Une zone euro résistant aux crises nécessite l'achèvement de l'union bancaire. Il faut sécuriser et fiabiliser le secteur bancaire de la zone euro et de l'Union dans son ensemble et le problème des banques non viables doit être réglé sans avoir recours à l'argent des contribuables et avec un impact minimal sur l'économie réelle.

Ceci inclut la mise en place d'un système commun de réassurance de garantie des dépôts afin de garantir partout la sécurité de l'euro et d'éviter que les citoyennes et citoyens ne perdent confiance dans le système bancaire national dès les premiers signes de crise. Il est également nécessaire de mettre en place une surveillance plus globale du secteur par le biais d'une autorité de surveillance totalement indépendante de la BCE afin d'éviter les conflits d'intérêts. Le Comité européen du risque systémique devrait avoir de réels pouvoirs de détection et de dégonflement des bulles du crédit et des risques macroprudentiels plus généraux.

Il est nécessaire de renforcer la responsabilité démocratique de la zone euro en donnant un rôle plus important au Parlement européen dans le système de gouvernance économique de l'Union. Le vice-président de la Commission chargé de l'euro devrait également présider l'Eurogroupe et avoir des pouvoirs étendus sur l'Union économique et monétaire.

Promouvoir l'innovation et la recherche

Au début du XXI^e siècle, l'Union européenne s'est fixé comme objectif de devenir le premier pôle d'innovation et de recherche à l'échelle mondiale. L'Union européenne s'est fixé comme objectif indicatif que chaque État Membre consacre au moins 3% de son PIB à la recherche et développement. Jusqu'à présent, nous n'avons malheureusement pas atteint cet objectif. Au contraire, les États-Unis ont pu consolider leur rôle de leader et la Chine a dépassé l'Union européenne en termes d'investissement dans la recherche et le développement. Ceci se reflète au niveau du développement des nouvelles technologies.

Nous souhaitons positionner l'Europe comme une région de recherche et de développement de premier plan. La numérisation, la robotique, la biotechnologie et la nanotechnologie sont

des domaines qui évoluent très rapidement et nous devons veiller à ne pas rester à la traîne. Les activités de recherche qui nous aident à lutter contre le changement climatique doivent bénéficier d'un soutien durable et à long terme, non seulement moyennant des projets de recherche individuels, mais grâce à la mise en place de centres d'innovation européens et d'un vaste financement de base. De nouveaux développements dans le domaine de la technologie des batteries, du recyclage, du recours à des ressources durables, du traitement des eaux et de la production d'énergie renouvelable en Europe doivent être favorisés. Nous nous opposons fermement à la réaffectation de moyens de recherche civils à des fins de recherche sur les armements.

Étant donné que l'actuel programme-cadre pour la recherche « Horizon 2020 » arrive bientôt à échéance, il est temps de s'assurer que son successeur, « Horizon Europe », mette en réseau le paysage de la recherche en Europe, favorise les technologies-clés, crée un cadre favorable aux start-up innovantes et durables et renforce la recherche appliquée et la recherche fondamentale. Nous souhaitons catégoriquement exclure la recherche nucléaire des subventions européennes. Au lieu de gaspiller les fonds européens pour le réacteur de recherche Iter, nous voulons promouvoir particulièrement la recherche de nouvelles technologies, tels que des réseaux intelligents, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Nous constatons avec consternation que les chercheur.euse.s subissent une pression politique internationale. La liberté de recherche est un droit démocratique fondamental. Du moment où plusieurs milliers de chercheur.euse.s sont licenciés ou arrêtés pour des raisons politiques dans des États autocratiques ou que des universités sont menacées, il s'agit d'une atteinte dramatique à la liberté de recherche. Nous nous engageons pour que les chercheur.euse.s qui sont poursuivis pour leur travail et contraints à fuir leur pays, trouvent refuge dans l'UE et peuvent poursuivre leur recherche en toute liberté. Notre objectif consiste dans la création d'un « fonds européen pour les chercheur.euse.s poursuivis » qui permette de financer des séjours de recherche auprès des universités, écoles supérieures et autres instituts de recherche. Ainsi l'UE pourra, par ailleurs, profiter d'une nouvelle expertise scientifique inspiratrice, ce qui renforcera non seulement la place scientifique mais aussi la renommée et la reconnaissance de l'Europe en tant que continent où l'humanisme est une force politique.

Faire de l'Europe une figure de proue dans le domaine de la mobilité durable

À l'heure actuelle, le réseau ferroviaire européen s'apparente toujours à un patchwork avec de nombreux manques aux frontières nationales. Alors qu'il est relativement aisé de traverser les frontières en voiture en Europe, dans le transport ferroviaire, un changement de locomotive, de personnel et de réseau électrique s'impose souvent. En plus d'engendrer des pertes de temps, cette situation rend le transport ferroviaire moins attrayant.

C'est pourquoi les différents réseaux de transport doivent être harmonisés à l'échelle européenne. Nous nous engageons en faveur d'un **réseau de transport commun assorti de normes communes - des systèmes de vente de tickets à la hauteur des quais, en passant par les normes de sécurité**. Seul à travers une collaboration à l'échelon européen, nous parviendrons à transporter davantage de personnes et de marchandises via le réseau ferroviaire.

Nous nous engageons en faveur de la **remise en circulation des trains de nuit entre les différentes métropoles** et d'un **système efficace de transport en commun pour navetteurs dans la région frontalière du Luxembourg**. En reliant des zones éloignées

entre elles, les chemins de fer ont un rôle important à jouer dans la création d'une dynamique de convergence en Europe. À cet effet, les voyages en train doivent devenir la solution préférée pour les longs déplacements. Ceci ne pourra être atteint que s'ils sont plus attractifs du point de vue économique et temps de déplacement par rapport à la voiture et à l'avion. C'est le seul moyen d'engendrer une réduction du nombre de vols court-courriers en Europe. Nous nous engageons pour la mise en place d'un **réseau de trains à grande vitesse à l'aide duquel nous relierons toutes les capitales européennes, d'Athènes à Helsinki, de Lisbonne à Bucarest.**

Pour révolutionner la mobilité de demain, il convient également de prendre des mesures relevant de la mobilité individuelle. C'est pourquoi l'Europe doit travailler main dans la main avec l'industrie automobile. Les nouveaux constructeurs automobiles, les fournisseurs de services de mobilité et les grandes entreprises du numérique aux États-Unis et en Chine mettent au défi les constructeurs européens. Ce n'est qu'en proposant des solutions de mobilité propres, confortables et intelligentes que nous pourrions conserver notre position de chef de file mondial. Les enjeux sont de taille et vont de la création de valeur à l'emploi, en passant par la protection du climat et la santé.

En tant que Verts, nous souhaitons pousser le progrès technologique nécessaire en remplaçant les moteurs thermiques à combustion de carburants fossiles par des moteurs non polluants. Pour y parvenir, de nouvelles valeurs limites d'émission de CO₂ ambitieuses pour les véhicules neufs, un programme européen pour le développement de l'infrastructure de recharge et un quota européen de véhicules neufs non polluants sont nécessaires. Les objectifs dans le secteur du transport, tels que fixés à l'heure actuelle, ne suffisent pas pour répondre aux contraintes de l'Accord de Paris sur le climat. Nous souhaitons rendre l'industrie du transport européen apte à faire face à l'avenir et l'établir en tant que précurseur en matière de la transition dans le secteur du transport. Dans ce contexte nous voulons créer des projets européens phares financés par le programme InvestEU, tels que la production des premiers avions de ligne à énergie solaire, le premier navire à émission zéro, la production d'acier climatiquement neutre. Nous allons en outre continuer à renforcer les taux limites européens d'émissions de CO₂ pour les véhicules neufs et créer des incitations pour les véhicules de petite taille, propres et sécurisés. À travers des quotas contraignants dans le domaine de l'acquisition publique, nous allons promouvoir le développement de poids lourds, de bus, de machines de construction, d'autres véhicules utilitaires, de tracteurs, navires, hélicoptères et d'avions respectueux du climat et propres. Afin d'augmenter la sécurité routière en Europe, nous allons obliger les producteurs d'installer des technologies dans les véhicules qui permettent de limiter la vitesse.

De plus, nous souhaitons encourager la **production de batteries durables au niveau européen** afin que la construction de voitures propres participe à la création de valeur et d'emplois en Europe. Nous associerons la production des batteries à l'**extension de la production d'électricité renouvelable, l'utilisation parcimonieuse de métaux rares,** le respect des droits humains et des normes élevées du droit du travail dans le domaine de l'extraction des ressources naturelles et un **taux de recyclage de 100 % pour les éléments de batteries.**

Nous entendons aussi placer la navigation et le transport aérien sur une trajectoire durable. Nous souhaitons que l'Union européenne s'engage au niveau international dans le cadre de l'Organisation Maritime Internationale et de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale en faveur d'**objectifs plus vastes de lutte contre le changement climatique dans les domaines de la navigation et du transport aérien.** Nous misons sur les carburants propres et une navigation à bilan neutre sur le plan climatique. Nous souhaitons favoriser la recherche et l'expérimentation dans le domaine des techniques de propulsion alternatives. Il est important de créer des conditions de concurrence équitables dans le domaine du transport

aérien. Les vols internationaux ne sont pas soumis à la valeur ajoutée et le kérosène n'est pas taxé. Nous souhaitons changer cet état de fait afin d'obliger le secteur aérien d'assumer ses responsabilités dans le contexte de la protection du climat, notamment en soutenant l'initiative commune des pays européens d'introduire une taxe sur le kérosène dans l'ensemble de l'UE. Nous voulons en outre intégrer le trafic aérien dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

Dans le domaine de la navigation, nous encourageons des mesures ciblées qui visent une réduction des émissions dans les ports et sur les mers. Nous misons sur des **normes contraignantes à l'échelle européenne, par exemple une teneur en soufre du carburant de 0,1 %** ou une **réduction de 80 % des rejets azotés lorsque les navires sont à quai afin d'assurer une alimentation 100% électrique à quai et lors des manœuvres portuaires**. Ces pratiques pourraient inspirer le secteur du transport aérien afin de promouvoir la mobilité électrique des avions lors des manœuvres au sol.

Défendre la liberté, la démocratie et les droits humains grâce à l'Europe

Nous défendons la valeur et les acquis de l'Europe unie. Pour y arriver, nous avons besoin d'une communauté forte. Après la chute du rideau de fer et la révolution pacifique en 1989, l'élargissement de l'Union européenne en 2004 a été une étape importante du projet de paix européen. Des villes et des pays se sont rapprochés et le continent européen s'est uni à travers cette dynamique. Nous souhaitons que l'Europe reste une communauté étroitement soudée et entendons poursuivre son unification. Et nous allons nous battre pour l'État de droit, les libertés et le progrès en Europe. Assurer la paix, la sécurité et la prospérité est impossible à travers une approche purement nationale. Si les frontières étaient réintroduites en Europe, les espaces de vie communs s'en verraient rompus, les frontaliers et les frontalières se retrouveraient bloqués dans le trafic et les marchandises ne pourraient pas circuler librement. Une telle situation serait fatale, non seulement pour les habitants des régions frontalières, mais pour toute l'Europe.

Les élections du Parlement européen en mai 2019 seront décisives pour déterminer la direction politique que l'Europe empruntera. Il n'y a pas de place pour l'arrogance et l'amour-propre. Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne perd un pays membre avec le Royaume-Uni et rétrécit. Les déséquilibres sociaux et économiques exacerbent l'écart de conditions de vie au sein de l'Union européenne. Alors que certaines régions connaissent la prospérité et la croissance, dans d'autres, la pauvreté et la frustration s'ancrent de façon permanente et les citoyennes et citoyens sont exclus de la participation sociale. Les craintes d'exclusion sociale, les déceptions, le manque de reconnaissance et les doutes sur le fait que l'État agit dans l'intérêt de tous, et pas seulement dans celui de puissants lobbies, constituent un terrain fertile pour le populisme et le nationalisme. Trop de citoyennes et citoyens perdent confiance en l'État de droit, car ils se sentent laissés pour compte : les femmes qui font l'objet de violences, les employé-e-s qui voient leur salaire minimum diminuer ou encore les syndicalistes qui souhaitent créer un comité d'entreprise chez Amazon ou d'autres entreprises hostiles aux syndicats.

Renforcer la démocratie

À l'heure actuelle, dans toute une série d'États européens, la démocratie et la liberté d'expression sont de plus en plus attaquées par les gouvernements en place. Les familles politiques européennes ont également leur lot de responsabilités. Les valeurs européennes font actuellement l'objet de nombreuses discussions et les membres d'une même famille politique dans les États membres doivent, eux aussi, respecter ces valeurs. Nous défendons avec vigueur l'État de droit en Europe et ne le laissons pas s'ébranler. L'État de droit, dont l'instauration a fait l'objet de nombreux combats au cours des dernières décennies, notamment en Europe orientale, ne doit pas être abandonné.

Sans un État de droit libéral, il n'y a pas de démocratie. Nous sommes aux côtés des personnes qui s'engagent contre le démantèlement de l'État de droit par le gouvernement en place, contre la corruption et pour les droits humains et les libertés civiles. Ces personnes manifestent le drapeau de l'Europe à la main et s'attendent, à juste titre, à ce que l'Union européenne défende leurs droits et libertés.

L'Union européenne doit agir de façon résolue en son sein lorsque des gouvernements autoritaires essaient de miner l'État de droit. L'Union européenne dispose déjà d'outils pour ce faire - la Commission européenne et Cour de justice de l'Union européenne sont parvenues à ce que le gouvernement polonais revienne sur sa décision d'envoyer en retraite forcée ses juges constitutionnels. Or, au vu des défis actuels, des instruments supplémentaires doivent être mis en place. Nous défendons les valeurs et les acquis de l'Europe unie. Une communauté forte et soudée est indispensable à cet égard et les étapes et instruments supplémentaires suivants sont nécessaires.

Au vu du nombre croissant de manquements aux principes de l'État de droit et aux droits fondamentaux de l'Union européenne, nous exigeons la constitution d'un organe indépendant formé d'expertes et d'experts constitutionnels chargés de vérifier le respect des principes démocratiques dans les États membres, à savoir une « commission de Copenhague ». Celle-ci doit définir des critères pour la vérification de principes tels que le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, la prééminence du droit et le respect des droits humains. En outre, il lui incombe d'effectuer tous les ans des contrôles dans les États membres au vu de ces critères et de proposer des sanctions si nécessaire.

Soutenir les sociétés civiles et le journalisme indépendant

La démocratie ne peut pas fonctionner sans une société civile active et une liberté des médias. Moyennant un fonds pour les défenseurs de la démocratie et des droits humains au sein de l'Union européenne, nous souhaitons nous opposer aux restrictions auxquelles la société civile est confrontée et encourager le journalisme d'investigation.

Par ailleurs, nous aspirons à l'introduction de la forme juridique d'une « association européenne enregistrée » d'utilité publique européenne afin de permettre aux organisations non gouvernementales en Europe d'échapper à l'arbitraire des gouvernements nationaux et de protéger leur statut au niveau européen. Les associations qui se mobilisent pour la démocratie peuvent ainsi bénéficier d'un soutien. Les associations sans but lucratif européennes contribueraient considérablement à faire émerger un espace public européen.

Subordonner les subventions au respect des principes de la démocratie et de l'État de droit

Les dépenses européennes doivent également respecter les valeurs européennes. Nous proposons donc que les gouvernements nationaux qui violent fondamentalement les principes

de l'État de droit ne puissent plus disposer de fonds de l'Union européenne. Dans de tels cas, la Commission européenne doit verser les fonds directement aux communes et aux autres bénéficiaires de subventions. Les gouvernements nationaux se voient donc retirer le droit d'octroi, mais l'argent arrive là où il peut servir et être employé de façon utile afin de ne pas impacter les populations locales.

Développer le Parquet européen

Le Parquet européen, dont la mise en place est en cours, peut jouer un rôle décisif en tant qu'instance d'enquête et de mise en accusation, aussi en cas de poursuites en matière de terrorisme transfrontalier et de criminalité organisée. Son rôle ne doit pas rester limité à des poursuites dans les affaires de fraude liées à l'Union européenne. À l'heure actuelle, tous les États membres de l'Union européenne ne font pas partie du Parquet européen. Notre objectif est d'impliquer l'ensemble des États membres. Cela nous permettrait de lutter de façon efficace contre la corruption, le terrorisme et la criminalité organisée.

Mieux protéger les lanceuses et les lanceurs d'alerte

Les personnes qui osent dénoncer la corruption ou les violations de la loi doivent bénéficier d'une meilleure protection au niveau européen. Face à l'insistance des Verts, la Commission européenne a présenté une proposition de directive. Le processus législatif a été bouclé au mois de mars 2019 et nous veillerons à une transposition rapide des dispositions de protection dans le droit national.

Empêcher les prises d'influence illégitimes

Les tentatives de l'extérieur d'influencer les processus de formation de la volonté démocratique dans des États individuels de l'Union européenne représentent un danger qu'il convient de ne pas sous-estimer. La création de chambres d'écho sur les algorithmes sans contrôle démocratique nuit à la cohésion démocratique. Avec une autorité de surveillance européenne du secteur du numérique, nous souhaitons contrôler et limiter ensemble la position dominante des grandes entreprises du numérique. Nous nous engageons en faveur d'une réglementation stricte du microciblage et des publicités à caractère politique sur Internet. Cela implique entre autres des indications claires en ce qui concerne les montants maximaux utilisés, et la divulgation et l'identification transparente des publicités et des informations relevant de la politique de parti. Les destinataires doivent savoir à tout moment pour quelle raison ils reçoivent une publicité.

Les discours démocratiques, les processus de formation de la volonté politique et les élections doivent être protégés de façon efficace. Des moyens doivent être mis en place pour mettre un terme au financement illégal de ces processus par l'intermédiaire d'associations, car cet argent sert à financer des actions anticonstitutionnelles dans d'autres pays. Des « social bots » utilisés à mauvais escient peuvent diffuser des informations erronées de façon ciblée et massive pour induire en erreur les destinataires moyennant ces « fake news ». Lors de cette lutte qu'il est nécessaire de mener, nous souhaitons également placer les opérateurs de plateformes numériques devant leurs responsabilités : le recours à des bots doit être clairement reconnaissable. Ici aussi, il convient d'instaurer une réglementation contraignante à l'échelle de toute l'Europe.

Restaurer la confiance dans les institutions européennes

Sans une Europe unie, il ne peut y avoir de paix, de prospérité ni de sécurité dans notre monde globalisé. Les démocraties européennes sont, à titre individuel, incapables d'imposer leurs décisions démocratiques nationales - souvent divergentes - à de grandes sociétés multinationales.

Seule l'Union européenne a les moyens de devenir une force motrice à l'échelle mondiale pour la paix et des droits humains, de protéger les droits des citoyennes et citoyens et des consommatrices et consommateurs, de garantir une politique étrangère efficace ou d'assurer la justice fiscale au niveau mondial. Toutefois, pour que l'Europe tienne ses promesses en matière de démocratie, de prospérité et d'état de droit, il est impératif de rétablir la confiance des citoyens de l'Union à l'égard de notre démocratie européenne.

1) Des élections réellement européennes pour un Parlement réellement européen

Bien qu'il soit directement élu par les citoyennes et citoyens de l'Union européenne depuis 35 ans, le Parlement européen souffre encore d'un manque de reconnaissance de sa légitimité. La fragmentation juridique des élections européennes entre 28 législations nationales différentes a mené à une fragmentation des listes et programmes, et à un cadre purement national concernant le déroulement des élections européennes. Pour les citoyennes et citoyens il reste difficile à comprendre que les membres d'un même parti européen peuvent faire campagne avec des programmes nationaux contradictoires tout en se regroupant plus tard dans le même groupe parlementaire. L'Union européenne a besoin de débats réellement européens !

La pratique qui consiste à choisir des candidats têtes de liste a amélioré la transparence et la responsabilité des partis, mais la poursuite de l'harmonisation des règles électorales demeure nécessaire, notamment l'établissement de critères de parité entre femmes et hommes pour des listes. Un droit électoral européen commun devrait inclure les éléments fondamentaux de tout système électoral et réserver une partie des sièges du Parlement européen pour des candidates et candidats de listes transnationales. Par ailleurs, nous nous engageons pour un droit de vote à partir de l'âge de 16 ans pour les élections européennes dans tous les pays européens.

2) Prendre au sérieux la participation des citoyens

La promesse d'octroyer aux citoyennes et citoyens un droit réel d'initiative législative au niveau de l'Union grâce à l'initiative citoyenne européenne (ICE) n'a pas encore été honorée. En raison d'obstacles bureaucratiques et d'une réaction politique décevante de la part de la Commission, l'ICE n'est toujours pas suffisamment utilisée par les citoyennes et citoyens.

La dernière révision du règlement de l'ICE finalisée au premier semestre 2019 a permis, grâce aux Verts, de la renforcer et de l'améliorer, afin que les citoyennes et citoyens de l'Union puissent à l'avenir influencer directement la législation de l'Union européenne. Nous avons obtenu une simplification de la procédure dans le cadre de cette révision mais nous devons aller encore plus loin : nous soutenons la participation aux initiatives citoyennes européennes (ICE) à partir de l'âge de 16 ans et une réponse politique adéquate à toute ICE qui rassemble un nombre suffisant, c'est-à-dire un million de signatures.

3) Contrôler l'influence des lobbies

Dans un État de droit, le pouvoir politique a pour tâche d'empêcher l'influence non transparente des puissants groupes d'intérêts sur les décisions politiques. Cela est particulièrement vrai au vu des nombreux lobbyistes actifs à Bruxelles. Bien que le Parlement européen et la Commission européenne disposent d'un registre des lobbyistes, ce registre n'est cependant pas encore suffisamment contraignant. Pour créer le plus haut degré de

transparence, nous voulons des registres de lobbying contraignants pour toutes les institutions de l'Union européenne, des périodes de carence après le mandat plus stricts et une « empreinte législative » rendant plus vérifiable l'influence de tiers sur la législation de l'Union européenne. Nous souhaitons transformer le règlement existant sur l'accès du public aux documents de l'Union européenne en un véritable règlement contraignant sur la transparence de l'Union européenne.

4) Plus de transparence pour le Conseil de l'Union Européenne

Les positions défendues par les représentants des États membres, dès le niveau des groupes de travail du Conseil, devraient être rendues publiques afin que les citoyennes et citoyens, les médias et la société civile puissent mieux comprendre les positions adoptées par leur gouvernement. Ceci renforcerait en même temps le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel de l'Union Européenne.

5) Le Grand-Duché, siège des institutions européennes

Nous souhaitons maintenir l'attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes. Dans ce contexte, nous voulons davantage adapter les structures salariales des institutions européennes aux circonstances nationales et au coût de la vie, notamment à travers l'introduction d'un coefficient d'ajustement pour les fonctionnaires européens au Luxembourg. Nous souhaitons en outre leur assurer un accès égal aux soins de santé.

6) Exploiter le potentiel de la subsidiarité grâce à une alliance constructive de parlements

Des décisions devraient être prises au niveau à la fois le plus approprié pour relever les défis qui se présentent et le plus proche possible des citoyennes et citoyens, et ce, dans l'optique de garantir le plus haut degré de légitimité.

Nous luttons pour une Union européenne qui associe la souveraineté nationale des États membres à une souveraineté renforcée, voire européenne, afin de répondre de manière adéquate et démocratique aux défis tels que le changement climatique, la sécurité, la mondialisation ou la numérisation, tout en respectant le principe de subsidiarité. Pour que l'Union européenne devienne plus performante, le Parlement européen doit coopérer plus étroitement et plus régulièrement avec les parlements nationaux et régionaux. Ces derniers doivent en même temps renforcer leurs capacités et connaissances européennes. Une Union ne peut être construite par opposition aux parlements nationaux et régionaux. Nous devons trouver une façon juste et efficace pour encourager la collaboration parlementaire.

Le système de subsidiarité actuel, au titre duquel les parlements nationaux peuvent opposer un carton jaune à de nouvelles propositions législatives européennes ne fonctionne pas. Nous proposons l'introduction d'un carton vert au profit des parlements nationaux et régionaux. Un tel système permettrait aux parlements d'être plus constructifs dans le processus législatif et de surveiller la position de leurs États membres au sein du Conseil et de l'Eurogroupe.

7) L'avenir de notre Union

Dans le contexte du cadre institutionnel de l'Union européenne, nous constatons aujourd'hui qu'il est difficile, voire impossible, d'avancer ensemble dans de nombreux domaines clés de la politique en raison du manque de compétences, de ressources limitées ou à cause de véto nationaux.

En vue du renforcement de la démocratie européenne, nous souhaitons mener une discussion ouverte sur l'avenir de l'Europe et sur sa juste forme en introduisant un panel citoyen constitutionnel. Il ne s'agit pas de répondre à la question d'une Europe plus forte ou plus faible mais à celle de savoir dans quelle mesure l'Europe peut protéger ses citoyen.enne.s et assurer leurs libertés dans un monde globalisé. Une constitution européenne est censée protéger davantage les droits fondamentaux de ses citoyen.enne.s, définir les institutions européennes et leurs compétences respectives, gérer toutes les procédures juridiques et déterminer la répartition des compétences entre les différents niveaux.

Dans ce contexte, nous souhaitons également mettre en avant le renforcement de la citoyenneté européenne et les droits sociaux et politiques qui s'y rapportent afin de promouvoir la participation politique de tous les citoyens et de toutes les citoyennes.

Formation et échange

Nous investissons dans l'avenir des jeunes en Europe moyennant une politique de l'éducation forte et engagée. Cette dernière constitue la base pour une société civile diversifiée et ouverte, une économie vitale et une démocratie qui fonctionne bien. L'Europe doit renforcer sa position de précurseur dans les domaines de l'éducation et de la recherche.

Nous souhaitons favoriser un accès à l'éducation tout au long de la vie pour l'ensemble des citoyennes et des citoyens, que ce soit dans le cadre d'une formation, des études, d'une formation continue ou d'une reconversion professionnelle. Dans cet esprit, nous souhaitons développer le processus de Bologne et l'évaluer régulièrement afin de faciliter les changements d'université en Europe et de favoriser la mobilité, les échanges étudiants ainsi que pour rendre les programmes existants accessibles aux apprentis. De plus, nous entendons étendre et renforcer le programme Erasmus+ très prisé afin d'offrir à tout le monde la possibilité de parfaire sa formation dans un autre pays et d'y vivre indépendamment des revenus de ses parents.

Le corps européen de solidarité favorise les échanges transnationaux, la mise en réseau d'organisations à but non lucratif et de la société civile européenne, ainsi que le dialogue interculturel des jeunes. À travers ces mesures, les jeunes sont encouragés à s'engager dans le volontariat ou à effectuer des stages. Si cette initiative est louable, elle ne doit pas devenir trop administrative et complexe pour les organisations et les participants. Une évaluation régulière doit avoir lieu.

Les Verts soutiennent la demande du Forum européen de la jeunesse de mettre en place une charte européenne de qualité pour les stages. Les jeunes ne doivent pas être exploités, ils ont le droit de percevoir une rémunération équitable et d'acquérir des expériences professionnelles de qualité.

Dans cet esprit, nous saluons la garantie pour la jeunesse qui a déjà été introduite, mais nous exigeons qu'elle soit prise au sérieux et que les jeunes soient orientés vers des emplois de qualité sûrs, équitables et durables.

Les jeunes doivent pouvoir contribuer à façonner l'Union européenne, il s'agit là de leur droit. Ces possibilités de la participation démocratique ne doivent pas uniquement leur être accordées pendant les élections européennes, mais doivent s'offrir à eux de façon systématique. La participation à l'élaboration des politiques européennes et la mise en place d'un dialogue structuré avec les jeunes au niveau national ainsi qu'avec les organisations de jeunesse européennes doivent être assurées de façon systématique. Dans ce contexte, nous demandons la création d'un Centre européen d'éducation politique. Nous souhaitons promouvoir l'éducation aux médias pour les jeunes Européens afin de leur permettre de se

forger une opinion citoyenne basée sur des sources crédibles et transparentes, dans un monde où les « fake news » se propagent très rapidement sur les réseaux sociaux.

Grâce au programme DiscoverEU mis sur pied récemment sur proposition du Parlement européen, cet été, des dizaines de milliers de jeunes de 18 ans auront pour la première fois la possibilité de voyager gratuitement en train à travers l'Europe. Qu'il s'agisse de favoriser les échanges ou de célébrer la diversité européenne, nous sommes de fervents partisans de tels programmes européens Interrail. Ils permettent aux jeunes d'expérimenter la liberté de voyager au sein de l'Union européenne. Il est indispensable de maintenir et de développer cette possibilité à l'avenir.

Créer une Europe des égalités

Les directives européennes ont joué un rôle important dans l'état d'avancement de l'égalité des sexes. Cependant, nous devons continuer nos efforts pour faire de l'Europe un continent où l'égalité des sexes s'applique entièrement. À une époque où certains pays reviennent en arrière en remettant en cause le droit de la femme sur l'autodétermination sexuelle et la recherche sur les genres, nous déclarons notre solidarité aux concerné.e.s et nous nous battons à leur côté pour garantir leurs droits.

Le droit de décider de son corps, de la planification familiale et d'accéder aux moyens de contraception sûrs doit être assuré pour tous et toutes indépendamment des moyens financiers. Dans ce contexte, nous souhaitons rendre l'accès aux moyens de contraception gratuit.

Dans le contexte de la suppression des différences salariales entre femmes et hommes, nous revendiquons une directive européenne qui définit les critères de comparabilité des différents types de travail et introduit la transparence des revenus et salaires. Nous revendiquons la possibilité pour les personnes victimes de discrimination salariale, de demander justice avec le soutien d'associations et de syndicats. La parité dans les conseils de direction et d'administration des grandes entreprises doit être garantie à travers l'application d'un quota de femmes jusqu'à ce que la parité soit atteinte. Les comités de direction des institutions européennes doivent obligatoirement être composés de manière paritaire.

Une directive sur la compatibilité est nécessaire pour permettre la conciliation de la vie familiale et professionnelle afin de soulager les familles, de créer une alternance saine entre activités salariales, familiales et bénévoles.

Une autre directive est nécessaire dans le contexte de la lutte contre la violence contre les femmes afin de mieux protéger les personnes concernées en introduisant le principe du « Non, c'est Non » en tant que norme européenne et en finançant des campagnes de sensibilisation sur le harcèlement sexuel dans l'espace public, sur le lieu de travail et dans les écoles.

Les victimes de la traite des êtres humains pour abus sexuel et économique ne doivent pas simplement être renvoyées dans leur pays d'origine. Il faut introduire des mécanismes de protection, une autorisation de séjour permanente et appliquer rigoureusement les droits sociaux et de travail de ses victimes. Le budget européen doit être soumis à un « contrôle parité » (Gender-Budgeting) annuel afin de garantir l'investissement des fonds à disposition selon le respect de la parité homme-femme.

Encourager une société inclusive

Nous prôtons une société ouverte, tolérante et inclusive fondée sur les droits humains et l'égalité des chances. Verts ? Oui, mais l'Europe doit surtout rester riche en couleurs et diversifiée. Nous nous opposons à toute forme de discrimination et d'exclusion.

À l'échelon européen aussi, nous allons continuer à lutter contre tout type de discrimination, qu'elle soit fondée sur l'orientation sexuelle, le genre, l'identité sexuelle, un handicap, l'appartenance religieuse, l'âge, la nationalité ou l'appartenance ethnique. Nous exigeons un meilleur équipement des organismes indépendants de promotion de l'égalité de traitement et souhaitons mobiliser davantage de moyens pour le programme européen de promotion de la diversité afin de lutter contre la discrimination à travers la sensibilisation.

Nous nous engageons pour que la cinquième directive antidiscrimination soit enfin adoptée afin de pallier les lacunes de la législation européenne relative à la lutte contre la discrimination. Nous considérons qu'il est urgent de compléter la mosaïque de directives et règlements relatifs à l'égalité de traitement et de mettre en œuvre une interdiction complète de la discrimination.

Après une décennie de lutte en faveur du « mariage pour tous », les couples de même sexe peuvent enfin se marier dans la moitié des pays de l'Union européenne. D'autres États membres offrent la possibilité d'un partenariat enregistré. Seul dans six États membres, aucun cadre juridique n'est prévu. Si les États membres ne reconnaissent pas le mariage des couples de même sexe ou le partenariat enregistré, le droit au libre choix du domicile, du lieu de résidence et du lieu de travail s'en voit de facto limité. C'est pourquoi nous luttons pour une **reconnaissance au niveau de l'Union européenne des partenariats enregistrés et des mariages entre personnes du même sexe** comme première étape de l'ouverture du mariage aux partenaires du même sexe dans toute l'Europe.

Même si l'égalité existe sur le papier, dans de nombreux endroits, des femmes et des hommes continuent à être dévalorisés ou défavorisés en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Dans certains États membres, il existe même des lois « antipropagande », qui font la promotion de la discrimination et la haine envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées et queer, par exemple en bannissant de l'enseignement scolaire les discussions sur la sexualité et l'homosexualité. **Nous sommes aux côtés de la communauté LGBTIQ+ en Europe, mais aussi dans le monde entier, et nous souhaitons que la commission européenne réprime sévèrement les attaques contre leur égalité**, et cela également dans le cadre de la politique commune étrangère, commerciale et des droits humains de l'Union européenne, de même que dans le domaine de la coopération au développement. Des campagnes de sensibilisation approfondies sont nécessaires dans les écoles dans toute l'Europe afin de préserver les droits de la communauté LGBTIQ+.

Par ailleurs, nous nous engageons pour que dans **tous les États membres de l'Union européenne, les citoyennes et les citoyens aient la possibilité de changer de prénom et d'état civil moyennant un acte administratif aisé**. En fin de compte, l'appartenance sexuelle peut uniquement être déterminée par les personnes concernées elles-mêmes.

Garantir une participation sans obstacles

Les personnes présentant un handicap doivent jouir du même accès à la participation à la vie politique et sociale que les autres personnes, et cela, dans tous les domaines de la vie, qu'il s'agisse de l'éducation, du travail rémunéré, du logement, des voyages ou des loisirs.

L'inclusion, c'est lorsque toutes les personnes peuvent participer de façon autonome et équitable à la vie sociale et que personne n'est exclu.

Les **obstacles existants de toute sorte doivent être éliminés** et l'accès aux infrastructures, aux moyens de transport et à la communication doit être étendu à tous. Alors que l'**acte législatif européen sur l'accessibilité** a été adopté lors du dernier mandat, nous nous engageons pour sa **mise en œuvre rapide dans tous les États membres afin de contraindre les fournisseurs privés de marchandises et de services à éliminer les obstacles**. Nous nous engageons pour la mise en place d'un espace public sans obstacles, au sein duquel les immeubles, les médias, les produits, les prestations de services et les événements sont accessibles à tous et d'utilisation aisée (« design for all »). Nous entendons également introduire une **carte européenne d'invalidité uniforme à l'échelle de toute l'Union européenne** garantissant l'égalité d'accès à certains avantages spécifiques, principalement dans les domaines de la culture, des loisirs, du sport et des transports.

Les personnes présentant un handicap doivent pouvoir mener une vie autonome et participer aux décisions les concernant. C'est pourquoi nous nous engageons pour un **droit de vote équitable et une politique accessible**.

Assumer nos responsabilités dans le monde avec l'Europe

L'ordre étatique international est en pleine mutation. Les États-Unis tournent le dos au multilatéralisme et n'assument plus leur responsabilité en tant que puissance internationale. La Russie ne respecte plus l'intégrité territoriale des pays limitrophes et a dévié du chemin de la démocratie libérale. La Chine gagne en influence dans le monde, ne respecte que partiellement les règles internationales et utilise les nouvelles opportunités technologiques de la digitalisation pour construire un État de surveillance. Au Proche et Moyen-Orient les espoirs d'une démocratisation à la suite du Printemps arabe ne se sont pas concrétisés tandis que l'Arabie saoudite et l'Iran mènent une guerre par procuration pour la suprématie dans la région.

Dans ce contexte, l'Union européenne doit s'affirmer. Notamment, en tant qu'actrice de la politique étrangère et en tant que communauté de valeurs, où l'humain avec sa dignité, ses libertés et ses droits immatériels reste au centre des préoccupations, sachant toutefois que précisément dans le contexte de la politique étrangère les compromis sont nécessaires et l'équilibre entre les intérêts multiples doit être assuré. Si l'Union européenne veut contribuer à la réduction de l'instabilité, à la lutte contre les violations des droits humains et à la fin des crises dans son voisinage immédiat et au-delà, ses États membres doivent intensifier la coopération dans les domaines de la politique étrangère, de sécurité et de paix et à moyen terme parler avec une seule voix.

Pour une politique féministe européenne, étrangère et de sécurité

La participation égalitaire des femmes dans les prises de décision est attendue depuis longtemps. C'est une des raisons pour lesquelles nous plaidons pour un quota de femmes obligatoire non seulement au sein des conseils d'administration des grandes entreprises mais aussi dans les organes de direction des institutions européennes, p.ex. à la Banque centrale européenne, où une répartition paritaire des postes doit être imposée. Les partis politiques ainsi que les gouvernements nationaux doivent prendre des mesures en faveur de la participation égalitaire des femmes et des hommes, en introduisant des listes paritaires de candidats en vue des élections européennes.

L'Union européenne doit en outre définir le principe d'une politique féministe étrangère et de sécurité et, par conséquent, de l'égalité des droits des femmes, mais également des minorités comme fil conducteur dans sa politique étrangère et de sécurité commune. La conception traditionnelle de sécurité doit s'étendre à la sécurité de l'être humain pour mettre l'humain, et non les États, au centre de l'attention à travers une politique féministe étrangère et de sécurité basée sur les valeurs humaines.

Nous souhaitons renforcer les droits des femmes à l'échelle mondiale et soutenir les femmes en tant qu'actrices au sein de la communauté, de l'économie et de la politique. Nous souhaitons garantir un accès égalitaire aux droits et ressources sociaux, économiques et politiques.

Nous souhaitons dans ce contexte accroître la participation égalitaire des femmes au niveau des négociations et des mises en œuvre dans les organisations de la politique étrangère et de sécurité européenne. De cette manière, nous cassons les structures traditionnelles dans les

domaines de la politique étrangère, de la sécurité et du développement, nous ouvrons de nouvelles perspectives, réorganisons la mise à disposition de fonds et remettons fondamentalement en question les rapports de force actuels.

La protection des femmes et des minorités ainsi que leur participation dans les processus de paix contribuent considérablement au maintien de la paix et de la sécurité. Nous souhaitons appliquer la Résolution 1325 de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité et les résolutions qui en découlent, ancrer la perspective du genre dans tous les domaines de la politique étrangère et les opérations de paix de l'Union européenne tout en assurant les moyens financiers pour sa réalisation à long terme. L'objectif est le traitement égal et la participation égalitaire de tous dans le contexte de la prévention de crises, dans les négociations et missions pour le maintien de la paix, dans la gestion des conflits et dans la reconstruction à l'issue de conflits aussi bien sur le plan policier que militaire.

Nous exigeons l'attribution d'un budget propre à la conseillère du Service européen pour l'action extérieure qui doit rapporter sur base régulière sur les actions entreprises. Nous souhaitons par ailleurs que l'Union européenne utilise tous les instruments de politique étrangère à sa disposition pour endiguer la discrimination systématique des femmes et des jeunes filles dans le monde ainsi que la violence sexuelle et de genre.

Pour un partenariat de coopération au développement

La politique de coopération européenne doit suivre l'Agenda 2030 de l'ONU avec ses 17 objectifs de développement durable sur base d'une politique cohérente qui tient compte simultanément des aspects sociaux, écologiques et économiques. La politique du commerce ne doit pas aller à l'encontre des objectifs de la coopération au développement par exemple. L'UE doit étendre le devoir de diligence contraignant des entreprises dans les chaînes de valeur à tous les domaines à risque, tels que le textile et les produits sur base de la déforestation illégale comme le soja, l'huile de palme ou le café. Le respect des droits humains dans les entreprises des pays émergents doit être la norme. L'UE doit dans ce contexte arrêter sa politique de retardement dans les négociations au niveau des Nations Unies.

La protection de la biodiversité dans le monde est essentielle pour empêcher la disparition des espèces et freiner le changement climatique. L'UE s'est fixée l'objectif d'arrêter la perte des forêts dans le monde d'ici 2030 au plus tard et de réduire de minimum 50% la déforestation des forêts tropicales d'ici 2020. Nous nous engageons pour qu'un plan d'action avec des mesures concrètes soit enfin élaboré pour atteindre ces objectifs. Dans le cadre des négociations du nouvel instrument européen de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, nous nous engagerons pour que l'objectif fixé par le Parlement européen d'investir 45% des fonds dans l'action pour le climat, la protection de l'environnement et la biodiversité soit préservé.

Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont majoritairement interdits à l'intérieur de l'UE. Cependant, l'UE soutient davantage la cultivation de monocultures et l'utilisation d'OGM dans les pays émergents. Nous voulons mettre un terme à ces pratiques et libérer les agriculteurs dans les pays émergents de la dépendance des multinationales de semences sans scrupules. Tous les pays doivent par ailleurs avoir la possibilité de mener une politique agricole et alimentaire indépendante et adaptée aux conditions naturelles et économiques spécifiques pour garantir la sécurité alimentaire.

Dans le secteur du commerce international, nous nous engagerons pour la révision des accords de partenariat économique (APE) avec les pays ACP et si nécessaire, pour la réintroduction des préférences unilatérales pour les pays émergents.

Bien que l'Union européenne soit l'un des plus importants bailleurs de fonds, la plupart des États membres n'investissent toujours pas 0,7% de leur PIB dans la coopération au développement. Les projets durables, tels que le développement des énergies renouvelables, l'agriculture écologique et le renforcement du rôle des femmes doivent être au centre des projets financés. Par ailleurs, l'Union européenne doit davantage combattre l'évasion fiscale et des capitaux des pays émergents et en développement.

Pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

La structure actuelle du Conseil de sécurité de l'ONU n'est plus conforme et découle de l'ordre géopolitique de l'Après-guerre. Nous nous engageons ainsi pour une réforme permettant la représentation de toutes les régions dans le monde. Dans l'optique d'une politique étrangère, pacifique et de sécurité, l'UE devrait recevoir son propre siège. Nous souhaitons abolir la possibilité de veto à long terme et introduire l'obligation de justification à court terme, particulièrement en ce qui concerne la Responsabilité de protéger. Par ailleurs, la marge de manœuvre du Conseil de sécurité de l'ONU doit être assurée dans le cas d'un blocage permanent d'un des membres. D'ici-là et dans le cas d'un blocage permanent du Conseil de sécurité, l'assemblée générale de l'ONU doit avoir le droit de pouvoir déclarer officiellement, par une majorité qualifiée, le blocage du Conseil de sécurité d'après l'exemple de la résolution 377 « Union pour le maintien de la paix » de 1950 et pouvoir décider de l'application de mesures contraignantes pour le maintien de la paix, notamment des mesures diplomatiques, telles que des sanctions ou dispositions militaires, conformes à l'article VII de la Charte des Nations Unies.

Pour une prévention de crise et une résolution de conflits civiles et diplomatiques

De manière générale, la politique étrangère et de sécurité commune doit être basée sur la prévention de crises et la résolution de conflits. À cette fin, nous souhaitons renforcer le Service européen pour l'action extérieure. Une équipe civile d'action composée d'experts publics et non publics, tels que des agents policiers, juristes, médiateurs et des experts en droit constitutionnel doit être créée dans le cadre de missions dans des régions en crise, tout en intégrant les acteurs d'organisations non gouvernementales et la promotion de la recherche sur la paix. Nous souhaitons également renforcer l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour développer ses compétences en matière de prévention, d'alerte et de gestion de crises civiles à travers des moyens matériels et financiers. La conception de la dimension humaine de sécurité a été et reste toujours un acquis essentiel de l'OSCE. Elle est au cœur du concept de sécurité de l'OSCE et inclut p.ex. des activités dans les domaines de la liberté des médias, des droits des minorités, de l'État de droit et de la non-discrimination. Nous soutenons cet engagement pour la promotion de la démocratie, de l'État de droit, des droits humains, de la tolérance et de la non-discrimination.

Une Union de la sécurité nécessite également une coopération militaire renforcée, tandis que l'utilisation de la force militaire ne doit être évoquée uniquement si tous les efforts civils ont échoué et si elle est conforme au droit international. Nous sommes favorables au renforcement de la coopération dans le domaine militaire ainsi qu'à l'acquisition de biens d'armement à condition que les aspects civils ne soient pas négligés. Nous tenons à souligner que les projets de défense commune et d'éventuelles missions doivent être soumis au contrôle et à l'évaluation régulière du Parlement européen.

Les exportations d'armes à destination de régions en guerre ou en crise doivent être interrompues. À cette fin, nous avons besoin d'un contrôle des exportations d'armement

européen commun et effectif qui tienne compte des nouvelles technologies de guerre, telles que des systèmes d'armes autonomes. Les drones de combat amènent un changement fondamental et à une déterritorialisation des guerres parce qu'ils diminuent le seuil d'inhibition face à l'usage de la force militaire. Nous nous engageons donc pour des règlements internationaux forts en faveur de l'interdiction contraignante de systèmes d'armes autonomes et exigeons que l'Union européenne continue à soutenir le désarmement nucléaire.

Nous nous engageons pour le respect des règles communes concernant les contrôles de douane de technologies et biens militaires et pour le renforcement des sanctions à l'encontre d'infractions. Dans le cadre de la révision de la législation sur les biens à double usage (BDU), c'est-à-dire des biens qui peuvent être utilisés à des fins civiles et militaires, nous revendiquons l'introduction d'une clause de respect des droits humains. De cette manière, il doit être évité que des exportations européennes servent des régimes méprisant la dignité humaine et que des exportations de technologies de surveillance compromettent la liberté ou les droits fondamentaux.

Pour un commerce international équitable et ouvert

L'échange de biens et de services contribue à la prospérité dans le monde et aux relations pacifiques entre les pays. Cependant, une régulation insuffisante du commerce international et une logique de concurrence illimitée entre les États pèsent sur les normes sociales et environnementales existantes. Nous exigeons une politique commerciale européenne au service de l'être humain et en faveur de la protection de l'environnement. À une époque où de plus en plus d'États misent sur les accords commerciaux bilatéraux, l'Union européenne doit agir de manière proactive afin de définir des réglementations commerciales dans le cadre de structures multilatérales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ce contexte, l'Union européenne doit défendre l'introduction de normes minimales sociales et écologiques pour les différents secteurs économiques au niveau de l'OMC. Étant donné que notre vision d'un système économique mondial ne pourra être concrétisée qu'à long terme, nous ne sommes pas opposés à des traités commerciaux bilatéraux à court et moyen terme.

Dans le cadre des négociations autour du TTIP, CETA et JEFTA, les Verts européens, ensemble avec une grande partie de la société civile, ont protesté sur le fonds de ces accords et la manière dont les négociations ont été conduites. Nous sommes parvenus à bloquer TTIP et à empêcher l'introduction de tribunaux arbitraux privés dans le cadre de CETA et JEFTA, tribunaux qui auraient permis à des investisseurs d'inculper des États. De plus, nous avons fait respecter les normes fondamentales du travail de l'OIT à ces deux accords. Cependant, ces deux accords ne répondent pas à nos exigences en matière de politique commerciale durable. Celle-ci inclut des normes sociales et environnementales contraignantes, l'introduction du principe de précaution, la protection des services d'intérêt général, l'ancrage de l'accord de Paris sur le climat et un pouvoir de codécision du Parlement européen dans le cadre de la coopération réglementaire. Cette dernière doit se faire sur base de l'amélioration des normes existantes. Le Parlement européen et la société civile doivent être impliqués tout au long du processus de négociation.

Dans le cadre de règlements de conflits juridiques, nous exigeons la création d'un tribunal de commerce international permanent, lequel pourra être saisi aussi bien par les entreprises que par les personnes victimes d'atteintes aux droits humains, sociaux et environnementaux causées par des entreprises transnationales. Celles-ci doivent assumer leur responsabilité devant la justice et assurer la transparence quant à leurs chaînes logistiques. Elles doivent également respecter les droits humains et des travailleuses et travailleurs et donner la priorité à un approvisionnement équitable et écologique. Par ailleurs, nous nous engageons pour une définition des normes relatives au droit d'investissement, comme « l'expropriation indirecte »

et le principe du « traitement juste et équitable » qui n'enfreint pas le droit des États à poursuivre des objectifs politiques légitimes, tels que la protection de la santé et de l'environnement. En outre, nous demandons que des paiements compensatoires, effectués dans le cadre de la constatation d'une discrimination, soient proportionnels au dommage réel et non pas au gain de profit visé.

Nous souhaitons également renforcer les intérêts des petites et moyennes entreprises dans le domaine commercial afin d'endiguer la concentration du pouvoir économique. Elles profitent de réductions douanières et de normes technologiques homogènes.

La politique commerciale européenne actuelle par rapport aux pays en développement est unilatéralement conditionnée par des intérêts économiques. Les accords de partenariats économiques (APE) actuels de l'Union européenne incluent la suppression des droits de douane, obligeant les pays en développement à importer des produits bon marché aux dépens de leurs propres industries, artisanat et agriculture. Nous voulons mettre un terme à ces accords et passer à un partenariat au développement dans le sens propre du terme, d'égal à égal, avec la participation de la société civile.

Pour une politique européenne de voisinage engagée

Si l'Union européenne tient à son rôle de communauté de valeurs et de force de maintien de la paix, elle doit continuer à promouvoir les droits humains, les libertés, l'État de droit et s'engager pour le maintien de normes sociales et écologiques de base dans son voisinage immédiat. Dans ce contexte, l'objectif des États membres doit toujours consister à ouvrir aux pays avoisinants la perspective d'adhésion à l'Union européenne. Cependant, le Brexit demande une nouvelle forme de la politique européenne de voisinage étant donné que l'Union européenne doit relever le défi de maintenir des relations amicales avec un État qui pourrait quitter l'union prochainement. Un accord de retrait est uniquement concevable à condition que les quatre libertés fondamentales, c'est-à-dire la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux soient garanties au sein de l'Union européenne, la frontière entre la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord soit préservée et les droits des citoyennes et citoyens britanniques vivants dans l'Union européenne et les citoyennes et citoyens européens vivants au Royaume-Uni ne soient pas remis en question.

Nous considérons que le processus d'adhésion est une réussite. Les États des Balkans occidentaux (Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Kosovo, Albanie et Macédoine du Nord) doivent pouvoir adhérer à l'Union européenne dans un avenir proche du moment où ils répondent aux conditions d'adhésion, telles que l'État de droit, les valeurs fondamentales et la liberté de la presse, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, le travail de mémoire des crimes de guerre ainsi que la résolution de conflits bilatéraux.

Un partenariat favorable avec les pays à l'Est de l'Union européenne est dans l'intérêt de l'Europe et il est essentiel pour assurer la stabilité et la paix dans la région. Le Partenariat oriental de l'Union européenne soutient depuis 2009 la modernisation, la démocratisation et l'introduction des droits humains en Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. Nous soutenons ce processus et souhaitons le poursuivre en vue de la libéralisation du régime des visas et d'une éventuelle perspective d'adhésion.

La Russie a accentué les tensions internationales à travers l'annexion de la Crimée, en violation du droit international, et ses interventions militaires en Ukraine orientale et en Syrie. L'Union européenne a réagi en émettant des sanctions diplomatiques et économiques. Ces conflits ne peuvent être résolus qu'en empruntant la voie politique et diplomatique. Concernant le conflit en Ukraine, nous soutenons l'accord de Minsk. Tant que la Russie va à l'encontre du droit international, les sanctions introduites doivent être maintenues.

Dans ce contexte, nous nous opposons à toute violation des droits humains et fondamentaux des journalistes, de l'opposition et des minorités en Russie. Nous soutenons l'engagement de la société civile et envisageons de coopérer de manière proactive avec des organisations non-gouvernementales et des initiatives de la société civile présentes en Russie. Nous allons empêcher toute immixtion de la Russie dans les élections européennes et dans les différentes élections nationales. Malgré tous les désaccords qui puissent exister, nous devons toujours rester ouverts au dialogue pour mettre un terme aux conflits.

En Turquie nous revendiquons un soutien rigoureux des forces démocratiques et pro-européennes, qui se battent pour une Turquie ouverte sur le monde et démocratique malgré les répressions de l'État. Les relations entre l'Union européenne et la Turquie doivent être repensées. Les négociations autour d'un élargissement de l'union douanière peuvent être entamées uniquement lorsque la Turquie respecte à nouveau la démocratie et l'État de droit. Les exportations militaires des États membres ainsi que la participation d'entreprises européennes dans des consortiums d'armement en Turquie doivent être interrompues. Bien que la Turquie évolue vers une dictature, nous nous opposons à une annulation des négociations d'adhésion afin de pouvoir continuer à soutenir les forces démocratiques et pro-européennes.

Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, nous continuons à favoriser la solution des deux États, afin de garantir la sécurité de l'État d'Israël en tant que terre patrie du peuple juif au profit de tous ses citoyennes et citoyens. Nous nous engageons dans le même temps pour la création d'un État de Palestine souverain, vivable et démocratique sur la base des frontières de 1967 (Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU). Il n'y a pas d'autres options qu'une solution pacifique.

La Syrie est ravagée par une guerre affreuse depuis sept ans. Des centaines de milliers de personnes sont mortes ou ont pris la fuite. L'Union européenne doit intervenir de manière proactive comme médiatrice de paix et contribuer à la recherche des crimes commis ainsi qu'à l'amélioration de la situation humanitaire. Les sanctions et les interdictions d'entrée contre des hauts représentants militaires de l'armée syrienne et russe doivent être maintenues et leurs comptes bancaires dans l'Union européenne gelés aussi longtemps que la guerre continue. Les importations d'armes qui alimentent la guerre en Syrie doivent également cesser.

En tant que parti politique qui s'engage pour un monde sans armes atomiques, nous saluons l'accord nucléaire iranien et condamnons le retrait unilatéral de la part du Président américain Donald Trump. L'Union européenne doit veiller à la sauvegarde de l'accord nucléaire iranien pour empêcher un armement nucléaire de l'Iran. Dans le même temps, il est important de ne pas négliger la situation dramatique des droits humains en Iran, les menaces régulières contre Israël ainsi que sa politique régionale.

L'Union européenne doit renforcer l'aide humanitaire au Yémen où la guerre par procuration dévastatrice a mis 80% de la population en situation de besoin d'aide. L'Union européenne doit également intervenir pour mettre fin au conflit. Les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, qui joue un rôle décisif dans cette guerre, doivent être interrompues.

Pour une politique d'asile et de migration humaine

La migration fait partie de l'histoire humaine. L'histoire de l'Europe est caractérisée par les mouvements migratoires internes et externes qui ont largement contribué à une culture européenne diversifiée.

L'abolition des frontières au sein de l'Europe et la libre circulation des travailleuses et travailleurs constituent un pilier de l'intégration européenne. Cependant, l'avènement de partis populistes en Europe remet ces acquis en question. Les droits des demandeurs d'asile et

l'ouverture des frontières, qui a, surtout chez les jeunes, contribué à un nouveau sentiment d'appartenance européenne, sont pour nous inaliénables. Nous nous engageons pour une Union européenne qui assume sa responsabilité humanitaire, assure le droit et l'accès à l'asile aux personnes en fuite tout en reconnaissant la nécessité de mener des procès sur base des principes du droit international de manière équitable, rapide et ordonnée.

Nous représentons une Europe qui assure la protection des personnes qui fuient la guerre, la famine ou la violence et rejetons une Europe qui s'isole avec l'appui d'autocraties ou de dictatures militaires. Une Europe qui ouvre un chemin légal à l'asile et à l'immigration. Une Europe qui offre une procédure équitable aux demandeurs d'asile et assure un logement humain tout en contrôlant ses frontières. Une Europe qui combat les causes de la fuite et non pas les personnes qui fuient. Une Europe qui met fin à la mort dans la mer Méditerranée.

À l'heure actuelle, le droit migratoire européen permet uniquement aux travailleuses et travailleurs hautement qualifié-e-s d'immigrer en Europe. Les personnes moins qualifiées essaient alors, souvent en vain, d'immigrer par la voie du droit à l'asile. Face au changement démographique et au manque de main d'œuvre qualifiée, l'Europe a besoin de ces immigrants. Nous nous engageons pour un droit à l'immigration européen qui définit des règlements communs pour une immigration sûre et légale de personnes avec différents niveaux de qualifications et de leurs familles sur base du Pacte des migrations de l'ONU (Global Compact for Migration).

Dans ce contexte, la lutte contre les conditions de travail précaires, que les migrants subissent de manière disproportionnée, tel que dans l'industrie agro-alimentaire ou dans le secteur de la construction, doit être intensifiée. À côté d'une application systématique de directives européennes sanctionnant des employeurs, nous revendiquons l'introduction de bureaux de plainte, anonyme ou pas, réservées aux dénonciatrices et dénonciateurs et victimes d'exploitation.

Afin d'éviter que des réfugiés tombent aux mains de passeurs sans scrupules et, dans le pire des cas, se noient dans la Méditerranée, il est nécessaire de créer des voies de migration légale. Ceci peut être assuré par le programme de réinstallation des réfugiés du HCR des Nations Unies à travers la délivrance de visas humanitaires et le regroupement familial. Pour mettre un terme au taux accru de morts en Méditerranée, nous demandons la création d'un système civil européen de sauvetage en mer. Nous nous opposons à la criminalisation d'organisations de sauvetage et de réfugiés de droit civil qui s'engagent de manière bénévole pour sauver les personnes concernées.

Assurer une politique d'asile humaine n'est pas réalisable sans le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne et l'enregistrement des migrants. L'enregistrement donne accès à une première prise en charge correcte ainsi qu'à une procédure d'asile européenne équitable qui tient compte des normes du droit international. Nous sommes opposés au renforcement unilatéral de Frontex et favorisons un système européen de contrôle des frontières commun et coordonné dans le respect des droits humains. Les compétences de l'autorité responsable de la détermination doivent être élargies de manière à pouvoir assurer, ensemble avec les États membres, un enregistrement rapide, une première prise en charge humaine incluant des soins médicaux et une répartition rapide et équitable par la suite.

Si les pays membres européens ne trouvent pas de commun accord sur un système commun de répartition des réfugiés, les États membres en faveur d'un tel système doivent pouvoir aller de l'avant. La création d'un fonds d'intégration communal permettra aux communes et régions de recevoir des subventions. L'équipement des centres d'accueil européens doit être assuré par une enveloppe globale comprenant un budget, une infrastructure et du personnel. Nous soutenons une politique d'asile européenne qui respecte les droits humains et nous refusons la création des camps de masse fermés dans l'Union européenne, de zones de transit et des

camps européens à l'extérieur dans des pays tiers ainsi que des accords de cloisonnement qui permettent de renvoyer les réfugiés dans ces pays tiers où les droits humains ne sont souvent pas respectés. Dans ce contexte, nous voulons mettre un terme à l'accord entre la Turquie et l'Union européenne. Nous refusons la classification d'États comme pays d'origine sûrs.

Les pays industrialisés ont majoritairement contribué au changement climatique à travers les émissions massives de gaz à effet de serre, tandis que les répercussions de ce changement climatique touchent principalement les pays émergents et les États insulaires. Il s'agit d'un cercle vicieux, notamment parce que les sécheresses et les inondations sont plus fréquentes et intenses en raison du changement climatique, ce qui augmente les inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud et, par conséquent, la vulnérabilité de ces derniers.

Dans ce contexte, il est nécessaire que l'UE offre une aide technologique et financière aux pays touchés, tel que stipulé dans l'Accord de Paris sur le climat, afin de leur permettre de faire face au changement climatique et à ses répercussions. L'UE doit aussi ouvrir la voie à une migration digne pour ces populations à l'intérieur de leur pays, dans leur région et, le cas échéant, également vers l'Europe, par exemple à travers l'octroi d'un passeport climatique destiné aux citoyens provenant de régions et d'États insulaires où les terres sont menacées par le changement climatique.

L'Europe pour protéger les animaux et leurs droits

L'Union européenne dispose de nombreuses directives sur le bien-être animal concernant certains animaux (p.ex. poules pondeuses, veaux) ou concernant certains aspects de l'élevage (p.ex. transport, abattage). Nous saluons que ces lois ont permis d'introduire des changements positifs dans certains domaines et, en même temps, nous nous engageons pour la rectification de nombreuses failles dans la législation concernant la protection des animaux et du bien-être animal.

L'introduction d'une loi globale européenne de la protection des animaux qui garantit la dignité des animaux partout en Europe, est attendue depuis longtemps. La législation européenne pour déterminer les normes spécifiques de l'élevage de poules pondeuses, de vaches laitières, de lapins et de poissons, entre autres, continue à tarder également.

Nous nous engageons pour mettre fin à des pratiques inutiles et qui ne tiennent pas compte du bien-être des animaux, telles que l'alimentation forcée, l'élevage d'animaux de fourrure ou les animaux exotiques utilisés dans le secteur du divertissement. Les conditions d'élevage et de bien-être des animaux domestiques doivent être assurées dans le cadre des activités d'exposition, de divertissement ou sportives.

Sur base de la législation existante, nous nous engageons ensemble avec les Verts européens pour une meilleure mise en œuvre des directives sur la protection des animaux et sur le bien-être animal incluant des contrôles renforcés et efficaces ainsi que des peines strictes et sévères lorsque ces directives ne sont pas respectées.

Mettre fin à l'élevage intensif et de masse

Dans l'Union européenne beaucoup d'animaux sont élevés pour être tués et mangés ou portés sous formes d'habits. En tant qu'être sensibles ils ont pourtant droit à une vie dans de bonnes conditions et sans souffrances. Cependant, dans le domaine de l'élevage industriel et

particulièrement l'élevage de masse, les animaux sont traités comme de la matière première et leurs besoins sont négligés.

Dans le cadre de la réforme de la politique agricole européenne, nous exigeons un changement des mentalités concernant l'élevage intensif, notamment des effectifs animaux réduits et de meilleures conditions d'élevage. Les systèmes d'élevage habituels doivent être repensés. Nous voulons rompre avec les énormes locaux de stabulation remplis d'animaux affaiblis et l'utilisation massive d'antibiotiques. Seul les formes d'élevage qui garantissent le bien-être des animaux et seul les exploitations agricoles qui respectent les critères en matière de protection des animaux doivent avoir accès aux subventions.

Des systèmes d'élevage qui ne respectent pas les besoins des animaux, tels que l'élevage dans des espaces très réduits ou des sols en béton arides, doivent être exclus des subventions. Dans cette optique nous soutenons de manière active l'Initiative citoyenne européenne pour la fin de l'élevage en cage (« *End the cage age* »).

Des systèmes d'élevage et des exploitations, qui procèdent à la castration des animaux sans anesthésie ou qui coupent les becs ou les queues doivent être exclus des subventions européennes. Nous nous engageons pour une future politique agricole commune qui incite les agriculteurs à opter pour des formes d'élevage respectant le bien-être animal et qui les soutient de manière financière et professionnelle dans leurs démarches. Nous tenons à l'introduction d'un label européen certifiant le bien-être animal, qui permet de distinguer les agriculteurs respectant les besoins des animaux et qui permet aux consommateurs d'agir sur le marché.

Réduire le transport d'animaux et mettre fin aux exportations d'animaux vivants

Nous nous opposons au « tourisme d'abattage », à des trajets sans fin dans des camions débordés et aux infractions systématiques des normes légales de bien-être des animaux. Il est évident que les transports d'animaux doivent être réduits au maximum. L'abattage doit se faire le plus près possible et non pas le moins cher possible. Dans le cas où les transports sont inévitables, ils doivent se faire en générant le moins de stress possible et selon les besoins spécifiques des animaux.

Les associations de protection des animaux, des vétérinaires spécialisé-e-s et expertes et experts de la Cour de justice européenne confirment pourtant que les infractions à la législation européenne existante pour la protection des animaux sont récurrentes lors des transports d'animaux. Des moyens de transport non adaptés et surchargés, des temps de voyage dépassés et des animaux affaiblis constituent la règle. La protection des animaux ne doit pas s'arrêter aux frontières. Ces infractions doivent être constatées et poursuivies à travers le renforcement sur tout le territoire de l'Union européenne de contrôles réguliers et efficaces.

Une application améliorée du règlement de 2005 sur la protection d'animaux lors des transports ne nous suffit pas. Nous exigeons le renouvellement du règlement en question avec des critères plus strictes et des conditions de transport améliorées. Le **transport d'animaux jeunes ou affaiblis**, qui n'arrivent pas à s'alimenter tout seuls, doit être **interdit**.

La durée des transports doit également être réduite considérablement et limitée au niveau européen à un **maximum de quatre heures de trajet**. Dans cette optique, il est indispensable de promouvoir l'installation d'abattoirs régionaux et mobiles ainsi que de structures de transformation et de commercialisation régionales. Les **exportations** d'animaux

destinés à l'abattage, la reproduction ou l'engraissement vers des pays **hors Union européenne doivent être interrompues.**

Promouvoir la fin des expérimentations animales

Les expérimentations animales dans l'industrie cosmétique sont interdites grâce à une société civile engagée et grâce à notre combat au sein du Parlement européen. Il reste cependant beaucoup à faire. Nous souhaitons étendre cette interdiction à d'autres secteurs économiques, tels que l'analyse de produits chimiques.

Les alternatives aux expérimentations animales existantes dans la recherche médicale doivent être introduites de manière contraignante et le principe des 3R (replace, reduce, refine) doit être appliqué systématiquement. Une stratégie de sortie à long terme présuppose également le renforcement du développement et de la collaboration en faveur d'une recherche ambitieuse d'alternatives, d'autant plus que les expérimentations animales n'aboutissent souvent pas à déterminer les répercussions sur la santé humaine.

Garantir une protection renforcée des animaux domestiques et errants

Le droit des animaux domestiques et errants à une vie digne et sans souffrances doit être garanti. Ce droit n'est pas assuré dans une grande partie de l'Union européenne. Nous exigeons l'interdiction de la mise à mort de chiens et de chats errants ainsi que la promotion des mesures dans le contexte du contrôle des naissances, telle la castration. L'étiquetage et l'enregistrement des chiens et chats doivent être obligatoires.

Une approche commune est indispensable face aux différences importantes entre les législations nationales concernant des races canines classées dangereuses dans certains pays et des difficultés qui en émanent pour les propriétaires de chiens.

Nous nous engageons en faveur de l'interdiction de toute forme d'élevage sous la souffrance sur l'ensemble du territoire européen. Les souffrances et malformations animales inutiles pour des raisons esthétiques ou économiques sont inacceptables.

Protéger les animaux sauvages

Nous nous engageons particulièrement pour la protection des animaux sauvages à travers la préservation de leur habitat terrestre et aérien (directive 2009/147/EG concernant la conservation des oiseaux sauvages) et l'application systématique d'accords internationaux sur la protection des espèces et de la nature, tel que la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Nous souhaitons conserver et promouvoir dans nos forêts la diversité des espèces, entre autres en sensibilisant la population et en soutenant les alternatives en matière de régulation de la population de gibier. Nous saluons le retour du lynx et du loup dans les contrées de l'Union européenne et nous souhaitons préserver et défendre le statut spécial de protection de ces espèces. Nous nous engageons en faveur de l'élaboration de programmes pertinents concernant la gestion des loups et d'autres prédateurs afin de garantir une cohabitation pacifique et d'éviter les conflits entre l'être humain et les animaux sauvages. Étant donné que les animaux ne connaissent pas de frontières, des lois sévères contre le braconnage doivent

exister sur l'ensemble du territoire européen afin de protéger la population de gibier partout de manière égale.

Nous nous engageons pour une Union européenne qui s'investit davantage à l'échelle internationale pour des protéger les animaux sauvages, les mammifères marins inclus. La lutte contre la chasse sauvage, le commerce illégal d'animaux sauvages et l'interdiction des importations de trophées de chasse en constituent des éléments importants. Nous souhaitons mettre fin aux importations d'espèces qui ne peuvent même pas être tenus dans le respect de leurs besoins spécifiques dans des jardins zoologiques.

Il est temps de reconnaître que l'ère de l'exploitation des animaux sauvages dans le secteur du divertissement (dans les cirques ou les zoos p.ex.) est révolue. Nous nous engageons pour que ce changement des mentalités soit perçu et soutenu au niveau européen.

L'Europe pour une politique agricole plus écologique

Les aliments qui sont produits et la manière dont ils sont produits et arrivent dans nos assiettes ont un impact sur notre santé, l'environnement et la faune.

Nous nous engageons pour une agriculture écologique qui respecte davantage l'environnement et qui est plus durable envers nos ressources naturelles. L'agriculture, qui est l'un des secteurs les plus touchés par la crise climatique, est elle-même à l'origine d'une bonne partie des émissions de gaz polluants. Elle peut en revanche aussi être une alliée importante dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il en va de même pour la sauvegarde de la qualité de l'eau, de la fertilité des sols et de la biodiversité.

Malgré les nombreuses réformes et les promesses « écologiques », la politique agricole commune (PAC) ne permet pas d'obtenir les résultats nécessaires. Elle entraîne une agriculture de plus en plus intensive, des monocultures et l'élevage de masse qui provoquent la diminution des sols fertiles, l'extinction continue des espèces, l'utilisation toujours élevée des pesticides et la dégradation continue des animaux en une simple ressource.

C'est pourquoi nous nous engageons en faveur d'une vraie transition de la politique agricole et alimentaire. Dans le cadre de la future politique agricole commune, les trois principes de base de la durabilité doivent être respectés, c'est-à-dire seuls les modèles agricoles qui répondent aux critères économiques, sociaux et environnementaux doivent être soutenus. **La diversité doit prévaloir sur la monoculture et la qualité sur la quantité.**

Nous luttons pour une politique agricole qui assure un avenir à l'agriculture dans l'Union européenne. Il est grand temps de réorienter la politique agricole commune dans le respect des critères sociaux et écologiques. La protection du climat, des animaux, des sols, de l'eau et de la diversité doit être au centre de cette nouvelle politique tout en étant en harmonie avec les objectifs de la politique européenne du climat, de l'environnement, de consommation et de développement.

La politique agricole commune doit assurer que les structures de consommation et de production en Europe ne détruisent pas les ressources naturelles et les moyens de subsistance ici en Europe ou dans les pays en développement, notamment par le dumping des prix des produits agricoles européens sur les marchés en Afrique, Asie ou Amérique latine. Nous nécessitons une répartition plus équitable des subventions ainsi que des attributions

généreuses pour les petits agriculteurs. Les subventions qui jusqu'à présent ont été accordées en fonction de la surface d'exploitation favorisant avant tout les grands agriculteurs industriels, doivent être suspendues.

Nous sommes d'avis, ensemble avec une majorité des citoyennes et citoyens européens, que les subventions agricoles doivent être versées uniquement à condition que les méthodes de production respectent les besoins collectifs d'une nourriture saine et propre ainsi que la protection de la nature et du climat. Les directives régissant ces services et normes sociales et environnementales contraignantes doivent être définies de manière précise au niveau européen pour que les États membres ne rivalisent pas autour des normes les plus faibles.

Promouvoir l'aide aux exploitants de manière ciblée

Dans le même temps, une politique agricole écologique met clairement les exploitations agricoles, qui constituent souvent l'épine dorsale dans les zones rurales en termes de création d'emplois et de culture régionale, au centre de l'attention.

Les agriculteurs sont trop souvent exposés à une pression existentielle et à un manque de perspectives à cause des conséquences de la politique agricole commune et du dumping exercé par les chaînes de supermarché. Il est important de soutenir les agriculteurs dans leurs efforts de préserver la qualité de l'eau et l'environnement, d'utiliser des moyens de production durables et de respecter la protection des animaux.

Les agriculteurs et agricultrices ont besoin d'être soutenus pour assurer une production d'aliments sains et de qualité pour l'être humain et l'animal, pour prendre soin de l'environnement, pour protéger nos ressources naturelles communes, tels que le sol, l'air et l'eau, et pour garantir le bien-être des animaux.

La formation de base et continue des agricultrices et agriculteurs doivent être adaptées aux défis modernes et aux directives nouvelles et les services de consultance doivent être élargis et améliorés. Dans le cadre de la politique agricole commune, nous voulons, par ailleurs, réserver des subventions importantes pour la promotion des jeunes agriculteur.trice.s et des personnes qui changent de métier.

Assurer l'accès au sol

Les zones rurales doivent être protégées et animées et non pas rachetées au fur et à mesure par les grandes entreprises.

L'accapement des terres (« landgrabbing »), phénomène principalement observé dans les pays en développement, devient davantage un problème en Europe. Des personnes privées et grands investisseurs découvrent les terres agricoles comme objets d'investissement financier assuré. Ce comportement a de graves répercussions sur les zones agricoles, c'est-à-dire les exploitations agricoles futures et existantes ont de moins en moins la possibilité d'acheter ou de louer des terres à un prix équitable.

Dans le cadre de la future politique agricole commune, nous souhaitons mieux protéger les exploitations agricoles par rapport aux grandes entreprises agricoles et la spéculation sur les sols, par exemple à travers des plafonnements contraignants des subventions agricoles, l'augmentation des subventions pour les acquisitions des premiers hectares de terre ou la surveillance du marché par un observatoire européen. L'accès au sol doit également être facilité pour les agriculteurs en réorientation professionnelle ou les nouveaux exploitants pour que les entreprises nouvelles et déjà existantes ne se heurtent pas aux prix élevés des terres.

Produire une alimentation saine – biologique, régionale et durable

Les consommatrices et consommateurs demandent de la nourriture saine et de qualité sans OGM, sans résidus d'antibiotiques ou manipulée. Face aux multiples scandales des dernières années (p.ex. les œufs contaminés par le pesticide fipronil), l'Union européenne doit davantage prendre des mesures et agir de manière plus transparente pour assurer la sécurité alimentaire sur le marché intérieur et récupérer la confiance des consommatrices et consommateurs.

Nous souhaitons créer un environnement qui facilite une alimentation saine et durable. Dans ce contexte, nous nous engageons pour une déclaration complète de tous les ingrédients ainsi pour une indication des valeurs nutritives compréhensible permettant aux consommatrices et consommateurs de s'informer d'un coup d'œil sur les valeurs nutritives importantes des aliments. En outre, nous nous engageons pour une réduction du sucre, du sel et de matières grasses dans les aliments transformés. Afin de permettre aux consommatrices et consommateurs d'accéder facilement aux informations concernant les procédés de production, nous demandons l'indication obligatoire des formes d'élevage et d'OGM sur tous les produits.

Nous nous engageons pour la promotion d'une alimentation à base de plantes. Une consommation réduite en viande et autres produits d'origine animale constitue un moyen efficace de lutte contre le changement climatique, les maladies de civilisation, la maltraitance des animaux et l'exploitation excessive des ressources. Il est important que cette prise de conscience et la promotion d'une consommation réduite se fasse à l'échelle européenne incluant des normes européennes d'étiquetage obligatoires sur les produits végétariens et végétaliens, tel que le revendique l'initiative européenne pour l'introduction de labels végétariens et végétaliens.

Par ailleurs, nous luttons contre le gaspillage alimentaire, entre autres à travers des campagnes de sensibilisation, le remplacement de la date de péremption par une date limite de consommation et l'obligation pour les supermarchés de donner les aliments invendus ou de les recycler dans d'autres produits, comme le fourrage.

Réduire les pesticides de manière rigoureuse et interdire les OGM

Les monocultures, la fertilisation et l'utilisation de pesticides excessives ont causé partout en Europe la destruction des habitats et la diminution importante des abeilles et d'autres populations d'insectes. La pollinisation naturelle est perturbée dans beaucoup d'endroits et les écosystèmes sont de plus en plus menacés. Nous souhaitons réduire de manière draconienne l'utilisation de pesticides dans l'agriculture, p.ex. en interdisant en premier lieu les pesticides les plus nocifs parmi lesquels les néonicotinoïdes ainsi que des substances qui présentent des effets identiques ou semblables, qui nuisent gravement à nos insectes et abeilles.

Nous nous engageons pour l'**interdiction totale de l'herbicide glyphosate partout en Europe**. Nous souhaitons réformer les procédures d'autorisation de pesticides sur base du principe de précaution renforcé et les rendre plus transparents. Nous avons d'urgence besoin d'une évaluation des risques indépendante et de mécanismes de contrôle plus stricts. Nous souhaitons qu'à court terme autant de pesticides et d'engrais chimiques et synthétiques possibles soient remplacés par des alternatives respectant la nature et ayant été testés avec succès. Nous nous engageons pour une interdiction européenne de vente de pesticides aux particuliers. Nous souhaitons promouvoir davantage les moyens de production durable ainsi

que des alternatives naturelles et respectueuses de l'environnement, qui sont autorisées dans l'agriculture biologique.

L'utilisation d'OGM dans l'agriculture provoque la perte de la biodiversité et de l'agriculture variée et contribue à l'expansion des grandes entreprises agricoles aux dépens de la liberté et de la sécurité des consommatrices et consommateurs. Nous continuons à défendre l'interdiction stricte du génie génétique dans l'agriculture et dans nos assiettes. Les nouvelles méthodes, tels que l'outil génétique CRISPR, ne doivent pas non plus être autorisées dans le respect du principe de précaution.